



**RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET LA
SITUATION FINANCIERE**

GROUPAMA ASSURANCES MUTUELLES

31 décembre 2025

SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	7
A. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS	10
A.1. Activité	10
A.1.1. Présentation générale de Groupama Assurances Mutuelles	10
A.1.1.1. Organisation de Groupama Assurances Mutuelles	10
A.1.1.2. Description du groupe et de la place de Groupama Assurances Mutuelles dans le Groupe.....	10
A.1.1.3. Participations dans l’entreprise et entreprises liées	11
A.1.2. Analyse de l’activité de Groupama Assurances Mutuelles	13
A.1.2.1. Activité par ligne d’activité importante.....	13
A.1.2.2. Activité par zone géographique importante.....	13
A.1.3. Faits marquants de l’exercice	13
A.2. Résultats de souscription	14
A.3. Résultats des investissements	17
A.4. Résultats des autres activités	18
A.5. Autres informations	18
B. SYSTEME DE GOUVERNANCE	19
B.1. Informations générales sur le système de gouvernance	19
B.1.1. Description du système de gouvernance.....	19
B.1.2. Structure de l’organe d’administration, de gestion et de contrôle de Groupama Assurances Mutuelles	20
B.1.2.1. Le conseil d’administration.....	21
B.1.2.1.1. Composition.....	21
B.1.2.1.2. Principaux rôles et responsabilités.....	21
B.1.2.1.3. Comités rendant directement compte au conseil d’administration	21
B.1.2.2. La Direction Générale.....	22
B.1.2.2.1. Principaux rôles et responsabilités.....	22
B.1.2.2.2. Rôle des comités de Direction Générale	22
B.1.2.2.3. Délégation de responsabilité	22
B.1.3. Les fonctions clés.....	23
B.1.4. Politique et pratiques de rémunération	24
B.1.4.1. Politique et pratiques de rémunération des membres du conseil d’administration	24
B.1.4.2. Politique et pratiques de rémunération des dirigeants mandataires sociaux	24
B.1.4.3. Politique et pratiques de rémunération applicables aux salariés	24
B.1.5. Transactions importantes	25
B.2. Exigences de compétence et honorabilité.....	25

B.2.1. Compétence	25
B.2.1.1. Procédure d'évaluation de la compétence des administrateurs	25
B.2.1.2. Procédure d'évaluation de la compétence des dirigeants effectifs.....	25
B.2.1.3. Procédure d'évaluation de la compétence des responsables des fonctions clés.....	26
B.2.2. Honorabilité	26
B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	26
B.3.1. Système de gestion des risques	26
B.3.1.1. Objectifs et stratégies de l'entreprise en matière de gestion des risques	26
B.3.1.2. Identification, évaluation et suivi des risques	27
B.3.1.3. Gouvernance interne et lignes de reporting	28
B.3.2. Évaluation interne des risques et de la solvabilité	28
B.3.2.1. Organisation générale des travaux ORSA	28
B.3.2.1.1. Organisation des travaux ORSA au sein du Groupe.....	29
B.3.2.1.2. Rôle et responsabilités des fonctions clés et directions opérationnelles de Groupama Assurances Mutuelles	29
B.3.2.1.3. Organes d'administration, de direction et comités spécialisés.....	30
B.3.2.2. Méthodologie d'évaluation des risques et de la solvabilité actuelle et prospective.....	30
B.3.2.3 Fréquence de réalisation des travaux ORSA et calendrier de son exécution	30
B.3.3. Gouvernance du modèle interne partiel	31
B.4. Système de contrôle interne	31
B.4.1. Description du système de contrôle interne	31
B.4.2. Mise en œuvre de la fonction clé de vérification de la conformité.....	32
B.5. Fonction d'audit interne.....	32
B.5.1. Principes d'intervention de la fonction audit interne	32
B.5.2. Principes d'exercice de la fonction audit interne	34
B.6. Fonction actuarielle.....	34
B.6.1. Les missions de la fonction actuarielle	34
B.6.2. Organisation générale de la fonction actuarielle.....	34
B.6.2.1. Provisionnement	35
B.6.2.2. Souscription	35
B.6.2.3. Réassurance	35
B.7. Sous-traitance.....	36
B.7.1. Objectifs de la politique de sous-traitance	36
B.7.2. Prestataires importants ou critiques internes.....	36
B.7.3. Prestataires importants ou critiques externes	37
B.8. Autres informations	37
C. PROFIL DE RISQUE.....	38
C.1. Risque de souscription	38
C.1.1. Exposition au risque de souscription	38
C.1.1.1. Mesures d'identification et d'évaluation des risques	38

C.1.1.2. Description des risques importants	38
C.1.2. Concentration du risque de souscription	39
C.1.3. Techniques d'atténuation du risque de souscription	39
C.1.3.1. La politique de souscription et de provisionnement	39
C.1.3.2. La réassurance.....	41
C.1.4. Sensibilité au risque de souscription.....	41
C.2. Risque de marché.....	42
C.2.1. Exposition au risque de marché	42
C.2.1.1. Évaluation des risques de marché	42
C.2.1.1.1. Mesures d'évaluation	42
C.2.1.1.2. Liste des risques importants.....	42
C.2.2. Concentration du risque de marché.....	43
C.2.3. Techniques d'atténuation du risque de marché.....	43
C.2.4. Sensibilité au risque de marché.....	43
C.3. Risque de crédit	43
C.3.1. Exposition au risque de crédit.....	43
C.3.2. Concentration du risque de crédit	44
C.3.3. Techniques d'atténuation du risque de crédit	44
C.3.4. Sensibilité au risque de crédit	44
C.4. Risque de liquidité	44
C.4.1. Exposition au risque de liquidité.....	44
C.4.2. Concentration du risque de liquidité	45
C.4.3. Techniques d'atténuation du risque de liquidité	45
C.4.4. Sensibilité au risque de liquidité	45
C.4.5. Résultat attendu inclus dans les primes futures	45
C.5. Risque opérationnel	46
C.5.1. Exposition au risque opérationnel.....	46
C.5.1.1. Mesures d'identification et d'évaluation des risques	46
C.5.1.2. Description des risques importants	46
C.5.2. Concentration du risque opérationnel	46
C.5.3. Techniques d'atténuation du risque opérationnel	46
C.5.4. Sensibilité au risque opérationnel	48
C.6. Autres risques importants	48
C.7. Autres informations	48
D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE	49
D.1. Actifs	49
D.1.1. Principaux écarts de valorisation sur les actifs entre les normes françaises et le référentiel Solvabilité 2	49
D.1.2. Goodwill	49
D.1.3. Frais d'acquisition différés.....	49

D.1.4. Immobilisations incorporelles	49
D.1.5. Impôts différés	49
D.1.6. Excédent de régime de retraite	50
D.1.7. Immobilisations corporelles pour usage propre	50
D.1.8. Investissements (autres que les actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	50
D.1.8.1. Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	50
D.1.8.2. Détention dans des entreprises liées, y compris participations	51
D.1.8.3. Actions, obligations, organismes de placement collectif, titres structurés et titres garantis	51
D.1.9. Produits dérivés	52
D.1.10. Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	52
D.1.11. Autres investissements	52
D.1.12. Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	52
D.1.13. Prêts et prêts hypothécaires	52
D.1.14. Avances sur police	52
D.1.15. Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance (ou Provisions techniques cédées)	52
D.1.16. Autres actifs	53
D.1.16.1. Dépôts auprès des cédantes	53
D.1.16.2. Créances nées d'opérations d'assurance	53
D.1.16.3. Créances nées d'opérations de réassurance	53
D.1.16.4. Autres créances (hors assurance)	53
D.1.16.5. Actions auto-détenues	53
D.1.16.6. Instruments de fonds propres appelés et non payés	53
D.1.16.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie	53
D.1.16.8. Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	54
D.2. Provisions techniques	54
D.2.1. Méthodologie de calcul et analyse des écarts entre la valorisation à des fins de solvabilité et la valorisation dans les états financiers	54
D.2.1.1. Provisions Best Estimate de sinistres Non-Vie	54
D.2.1.2. Provisions Best Estimate de primes Non-Vie	54
D.2.1.3. Provisions techniques Vie	55
D.2.1.4. Marge de risque (Vie et Non-Vie)	55
D.2.1.5. Explications des écarts (Vie et Non Vie) entre la valorisation à des fins de solvabilité et la valorisation dans les états financiers	55
D.2.2. Niveau d'incertitude lié au montant des provisions techniques	56
D.2.3. Impact des mesures relatives aux garanties long terme et transitoires	56
D.2.3.1. Mesures relatives aux garanties long terme	56
D.2.3.2. Mesures transitoires sur provisions techniques	57
D.3. Autres passifs	57

D.3.1. Principaux écarts de valorisation sur les autres passifs entre les normes françaises et le référentiel Solvabilité 2.....	57
D.3.2. Passifs éventuels.....	57
D.3.3. Provisions autres que les provisions techniques.....	57
D.3.4. Provisions pour retraite et autres avantages.....	58
D.3.5. Dépôts des réassureurs.....	58
D.3.6. Passifs d'impôts différés.....	58
D.3.7. Produits dérivés.....	58
D.3.8. Dettes envers les établissements de crédit.....	58
D.3.9. Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit.....	58
D.3.10. Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires.....	59
D.3.11. Dettes nées d'opérations de réassurance.....	59
D.3.12. Autres dettes (hors assurance).....	59
D.3.13. Passifs subordonnés.....	59
D.3.14. Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus.....	59
D.4. Autres informations.....	59
E. GESTION DE CAPITAL.....	60
E.1. Fonds propres.....	60
E.1.1. Objectifs, politiques et procédures de gestion du capital.....	60
E.1.2. Structure, montant et tiering des fonds propres de base et fonds propres auxiliaires.....	60
E.1.3. Analyse des écarts entre les fonds propres comptables et les fonds propres du bilan valorisé à des fins de solvabilité.....	61
E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis.....	62
E.2.1. Capital de solvabilité requis (SCR).....	62
E.2.2. Minimum de capital requis (MCR).....	63
E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis.....	63
E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé.....	63
E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis.....	64
E.6. Autres informations.....	64
ANNEXES – QRT publics.....	65

SYNTHÈSE

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière de Groupama Assurances Mutuelles a pour objectifs :

- la description de l'activité et des résultats ;
- la description du système de gouvernance et l'appréciation de son adéquation au profil de risque ;
- la description, pour chaque catégorie de risques, de l'exposition, des concentrations, des dispositifs d'atténuation et de la sensibilité au risque ;
- la description, pour les actifs, les provisions techniques et les autres passifs, des bases et méthodes d'évaluation utilisées et l'explication de toute différence majeure existant avec les bases et méthodes utilisées aux fins de leur évaluation dans les états financiers ;
- et la description de la façon dont le capital est géré.

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière a été approuvé par le conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles du 8 avril 2026.

▪ **Activité**

Remarque liminaire

Le compte de résultat de Groupama Assurances Mutuelles intègre, au titre de la substitution de la Caisse Régionale Antilles Guyane, qui est dispensée d'agrément, le solde technique avant frais de cette dernière (primes, sinistres et réassurance). Il n'y a aucun impact sur les opérations nettes du compte de résultat de Groupama Mutuelles d'Assurances. En revanche, les opérations substituées conduisent à augmenter symétriquement les opérations brutes techniques de Groupama Assurances Mutuelles et les cessions et rétrocessions. Ainsi les cotisations acquises apparaissent pour un montant de 3 733 millions d'euros dans les comptes sociaux, qui se décomposent en 42 millions d'euros de cotisations substituées nettes d'acceptation en quote-part du réassureur Groupama Assurances Mutuelles et en 3 692 millions d'euros de cotisations acquises (hors substitution).

Les commentaires ci-après se focalisent sur une vision agrégée de Groupama Assurances Mutuelles et de la partie substituée de Groupama Antilles Guyane. Une lecture économique de l'activité solo de Groupama Assurances Mutuelle est présentée dans le Document d'Enregistrement Universel (dans la section 6 du rapport de gestion)

En 2025, l'économie mondiale a été marquée par une remontée des tensions géopolitiques et commerciales, générant volatilité et incertitude, avant un redressement progressif des indicateurs de confiance en fin d'année. Sur les marchés financiers, les actifs risqués ont bien performé, les taux longs européens se sont pentifiés alors que les taux américains ont reculé ; les marchés du crédit ont bénéficié d'un resserrement des spreads et les actions ont rebondi après un pic de volatilité, soutenues par la technologie et les plans d'investissement ; la stabilisation du marché immobilier s'est confirmée avec l'apparition de signaux de reprise modérée. Ces éléments ont été intégrés dans les comptes 2025.

Le montant total de primes acquises, affaires directes et acceptations de Groupama Assurances Mutuelles, au 31 décembre 2025 s'élève à 3 733,3M€ (brut) et à 2 793,4 M€ (net de réassurance), soit une hausse en net de 7,2%.

L'évolution des primes acquises brutes, soit + 206,4 M€, provient :

- de la croissance de +174 M€ des acceptations en provenance des caisses régionales ;
- d'une hausse de +14 M€ des acceptations en provenance des filiales ;
- de la hausse de + 18 M€ des autres acceptations.

La charge de sinistres brute s'élève au 31 décembre 2025 à 2 271,1 M€, soit un ratio (Sinistres / primes acquises) de 60,8 %. La hausse de 166,7 M€ par rapport à l'an passé résulte d'un exercice courant certes plus favorable (notamment en sinistralité excédentaire) mais atténué par une baisse sensible des boni.

A noter cependant des dégagements en climatiques plus importants (concernant la tempête Ciaran notamment) quasi entièrement reversés aux réassureurs externes.

La part des réassureurs dans la charge de sinistres diminue de 191 M€, en lien avec une sinistralité courante plus clémente mais surtout du fait de la cession de boni sur risques climatiques.

La charge de sinistres nette s'établit à 2005,8 M€ contre 1 648,3 M€ l'an passé.

▪ **Système de gouvernance**

Groupama Assurances Mutuelles est administrée par un conseil d'administration qui détermine les orientations de l'activité de la Société, veille à leur mise en œuvre et contrôle la gestion de la direction. Il est assisté de comités dans l'exercice de ses missions. Il s'agit du Comité d'audit et des risques, du Comité des rémunérations et des nominations et du Comité stratégique et durabilité.

La Direction Générale de Groupama Assurances Mutuelles est assurée par un Directeur Général. Il est assisté par quatre directeurs généraux adjoints avec la répartition suivante des domaines :

- Assurance France ;
- Finance, Actuariat, Audit, Risque et Conformité ;
- Stratégie et Partenariats, Ressources Humaines, Secrétariat Général ;
- Activités Internationales.

Le directeur général adjoint Assurance France et le directeur général adjoint Finance, Actuariat, Audit, Risque et Conformité sont également, sur décision du Conseil d'administration, dirigeants effectifs aux côtés du directeur général.

Aucun changement important du système de gouvernance n'est intervenu au cours de l'exercice 2025.

Au titre de l'exercice 2025, aucun changement important n'est survenu dans le système de gestion des risques de Groupama Assurances Mutuelles.

▪ **Profil de risque**

Groupama Assurances Mutuelles en tant que réassureur des entités Non-Vie du Groupe et holding de tête du Groupe est essentiellement exposée aux risques d'assurance Non-Vie (primes, réserves et catastrophes) et aux risques financiers liés notamment à la valorisation de ses participations.

Ainsi, les risques de primes et réserves bénéficient d'une diversification importante entre les métiers d'assurance, les marchés (particuliers, commerçants artisans, entreprises, agricole, etc.) et les zones géographiques.

Groupama Assurances Mutuelles a mis en place un dispositif d'atténuation des risques d'assurance qui se compose d'un ensemble de principes et de règles en termes de souscription et de provisionnement déclinés au sein des entités du groupe, et d'un dispositif de réassurance interne et externe.

La relation de réassurance des Caisses régionales s'inscrit par construction dans le long terme et entraîne une solidarité économique entre les Caisses régionales et Groupama Assurances Mutuelles.

Au titre de l'exercice 2025, Groupama Assurances Mutuelles n'a pas vu d'évolution significative de son risque de souscription.

Le risque de marché, principalement concentré sur les participations intragroupes, est le risque le plus important. Le SCR de marché représente ainsi 67% du SCR de base hors effet de diversification, contre 63% à fin 2024.

Son montant en hausse passe de 2 644 M€ à fin 2024 à 2 839 M€ à fin 2025. Cette hausse du SCR de marché est principalement due à la hausse des plus-values latentes sur les participations intragroupes.

Groupama Assurances Mutuelles a mis en place un dispositif d'atténuation du risque de marché en vigueur au sein de toutes les entités du Groupe et donc de ses filiales avec des limites primaires (principales classes d'actifs) et secondaires (au sein de chaque classe d'actifs) qui vise à maîtriser la détention d'actifs risqués et éviter les concentrations (émetteurs, secteurs, pays).

- L'entité a enrichi son dispositif de tolérance aux risques en intégrant un dispositif plus large d'appétence au risque. Le cadre d'appétence au risque vient compléter les seuils de tolérance au risque précédemment définis par des objectifs sur chaque indicateur assortis d'un premier niveau d'alerte avancé. **Principales modifications en matière de valorisation à des fins de solvabilité**

Aucun changement important dans les méthodes de valorisation à des fins de solvabilité n'est intervenu au cours de l'exercice 2025.

- **Gestion du capital**

Groupama Assurances Mutuelles a émis en mai 2025 des titres subordonnés remboursables de tier 2 pour un montant total de 500 M€. Cette opération contribue à la gestion active du capital de Groupama en profitant des opportunités de marché.

Les ratios de couverture SCR et MCR réglementaires sont respectivement de 318% et 1 090% au 31 décembre 2025, contre 292 % et 987% au 31 décembre 2024.

Les fonds propres éligibles à la couverture du SCR s'élèvent à 10 126 M€ au 31 décembre 2025, contre 8 914 M€ au 31 décembre 2024. Ils sont constitués à hauteur de 8 532 M€ de fonds propres de base classés en Tier 1 et 1 595 M€ de fonds propres classés en Tier 2. Les passifs subordonnés s'élèvent à 3 141 M€ dont 2 670 M€ sont éligibles à la couverture du SCR (601 M€ en Tier 1 et 2 069 M€ en Tier 2).

A. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

A.1. Activité

A.1.1. Présentation générale de Groupama Assurances Mutuelles

A.1.1.1. Organisation de Groupama Assurances Mutuelles

Groupama Assurances Mutuelles exerce une activité de réassurance, d'organe central du groupe Groupama et de réassureur unique des caisses régionales. Au titre de ses activités, Groupama Assurances Mutuelles est régie par les dispositions du code de commerce et du code des assurances et soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Depuis le 7 juin 2018, elle est une caisse de réassurance mutuelle agricole à compétence nationale, forme particulière de société d'assurance mutuelle.

- **Autorité de contrôle chargée du contrôle financier de l'entreprise**

Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

4 place de Budapest, 75009 Paris

- **Auditeurs externes de l'entreprise**

Les auditeurs externes de Groupama Assurances Mutuelles sont :

- le cabinet PriceWaterhouseCoopers Audit, situé au 63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex et représenté par Sébastien Arnault et Marine Bardou et ;
- le cabinet Deloitte & Associés, situé à la Tour Majunga au 6, place de la Pyramide – 92800 Puteaux et représenté par Jérôme-Eric Gras et Jérôme Lemierre.

A.1.1.2. Description du groupe et de la place de Groupama Assurances Mutuelles dans le Groupe

Groupama est un acteur majeur de l'assurance en France tant sur les métiers de l'assurance de biens et de responsabilité que de l'assurance de la personne et les activités financières. Il est aussi présent à l'international.

Le groupe Groupama (le « Groupe ») est organisé autour d'une structure, établie sur la base des trois niveaux décrits ci-après :

- Les caisses locales (les « Caisses Locales ») : elles constituent la base de l'organisation mutualiste de Groupama et permettent d'établir une véritable proximité avec les assurés. Les Caisses Locales se réassurent auprès des Caisses Régionales selon un mécanisme de réassurance spécifique par lequel chaque caisse régionale se substitue aux Caisses Locales de sa circonscription pour l'exécution de leurs engagements d'assurance à l'égard des sociétaires. Le réseau Groupama compte 2300 Caisses Locales.
- Les caisses régionales (les « Caisses Régionales ») : elles sont des entreprises de réassurance qui, sous le contrôle de l'organe central Groupama Assurances Mutuelles auprès duquel elles se réassurent, sont responsables de leur gestion, de leur politique tarifaire et de produits et, dans le cadre de la stratégie du Groupe, de leur politique commerciale. Le réseau Groupama compte 11 Caisses Régionales d'Assurance et de Réassurance Mutuelles Agricoles (dont 9 métropolitaines et 2 d'outre-mer) et 2 caisses spécialisées.
- Groupama Assurances Mutuelles : l'organe central du Groupe est une caisse nationale de réassurance mutuelle agricole, forme de société d'assurance mutuelle, qui pratique la réassurance et assure le pilotage opérationnel du Groupe et de ses filiales. Groupama Assurances Mutuelles est le réassureur des Caisses Régionales et l'organe central du réseau Groupama conformément à la loi du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires.

Au sein du pôle mutualiste du Groupe, composé des Caisses Régionales Groupama et de Groupama Assurances Mutuelles, les principales relations économiques sont les suivantes :

- (i) la réassurance par le biais d'une réassurance exclusive et dans des proportions significatives des Caisses Régionales auprès de Groupama Assurances Mutuelles qui entraîne une solidarité économique et un transfert d'une partie de l'activité dommages des Caisses Régionales vers Groupama Assurances Mutuelles ;
- (ii) les dispositifs de sécurité et de solidarité visant à garantir la sécurité de la gestion et l'équilibre financier de l'ensemble des Caisses Régionales et de Groupama Assurances Mutuelles et à organiser la solidarité, via une convention dédiée.

Les filiales de Groupama Assurances Mutuelles, qui composent le pôle capitalistique du Groupe, entretiennent avec les Caisses Régionales des relations d'affaires qui se traduisent notamment par la distribution de produits d'assurance vie, retraite, bancaires et de services du Groupe par les Caisses Régionales.

A.1.1.3. Participations dans l'entreprise et entreprises liées

▪ Participations dans Groupama Assurances Mutuelles

Depuis sa transformation en société d'assurance mutuelle, Groupama Assurances Mutuelles n'a plus de capital social. Groupama Assurances Mutuelles dispose dorénavant d'un fonds d'établissement correspondant au nominal des 411 824 587 certificats mutualistes qu'elle a émis, le 7 juin 2018.

En leur qualité de sociétaires de Groupama Assurances Mutuelles, les Caisses Régionales détiennent l'intégralité de ces certificats mutualistes, selon la répartition suivante :

Nom	Forme juridique	Pays	Nombre de certificats mutualistes au 31/12/2025
Groupama Antilles Guyane	SAM	France	2 207 943
Groupama Centre Atlantique	SAM	France	47 563 648
Groupama Centre Manche	SAM	France	41 108 914
Groupama Grand Est	SAM	France	30 748 815
Groupama Loire Bretagne	SAM	France	55 936 426
Groupama Méditerranée	SAM	France	40 997 960
Groupama Nord Est	SAM	France	35 714 035
Groupama d'Oc	SAM	France	54 700 811
Groupama Océan Indien	SAM	France	3 324 929
Groupama Paris Val de Loire	SAM	France	42 465 354
Groupama Rhône Alpes Auvergne	SAM	France	56 748 686
Misso	SAM	France	206 470
Producteurs de tabac	SAM	France	100 596
Total			411 824 587

Par ailleurs, les Caisses Régionales désignent des délégués à l'assemblée générale de Groupama Assurances Mutuelles selon la répartition suivante :

Nom	Nombre de délégués au 31/12/2025
Groupama Antilles Guyane	4
Groupama Centre Atlantique	25
Groupama Centre Manche	25
Groupama Grand Est	25
Groupama Loire Bretagne	25
Groupama Méditerranée	25
Groupama Nord Est	25
Groupama d'Oc	25
Groupama Océan Indien	4
Groupama Paris Val de Loire	25
Groupama Rhône Alpes Auvergne	25

Misso	1
Producteurs de tabac	1
Total	235

Chaque délégué dispose d'une voix à l'assemblée générale de Groupama Assurances Mutuelles.

▪ **Entreprises liées significatives**

Les principales entreprises liées sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Nom	Forme juridique	Pays	% de détention
GROUPAMA HOLDING FILIALES ET PARTICIPATIONS	Société anonyme	France	100
AMALINE COURTAGE*	Société anonyme	France	100
COFINTEX 2	Société par actions simplifiée	France	100
CAPSAUTO*	Société anonyme	France	85
COFINTEX 6*	Société anonyme	France	100
GAN ASSURANCES*	Société anonyme	France	100
GAN OUTRE-MER IARD*	Société anonyme	France	100
GAN PATRIMOINE*	Société anonyme	France	100
GAN PREVOYANCE*	Société anonyme	France	100
GROUPAMA ASIGURARI SA*	Société par actions	Roumanie	100
GROUPAMA ASSET MANAGEMENT**	Société anonyme	France	100
GROUPAMA ASSICURAZIONI SPA*	Société anonyme	Italie	100
GROUPAMA ASSURANCE-CREDIT & CAUTION*	Société anonyme	France	100
GROUPAMA IMMOBILIER**	Société anonyme	France	100
GROUPAMA EPARGNE SALARIALE	Société anonyme	France	100
GROUPAMA GAN VIE*	Société anonyme	France	97,48
GROUPAMA BIZTOSITO*	Société par actions	Hongrie	100
GROUPAMA - SDIG PROPERTY INSURANCE CO. LTD	Limited company	Chine	50
GROUPAMA OSIGURANJE***	Société par actions	Croatie	100
GROUPAMA PHOENIX HELLENIC INSURANCE COMPANY SA*	Société anonyme	Grèce	100
GROUPAMA SUPPORTS ET SERVICES	Groupement intérêt économique	France	99,98
GROUPAMA ZASTRAHOVANE*	Société par actions	Bulgarie	100
GROUPAMA ZHIVOTOZASTRAHOVANE*	Société par actions	Bulgarie	100
JURITRAVAIL*	Société par actions simplifiée	France	100
MUTUAIDE ASSISTANCE*	Société anonyme	France	100
MUTUAIDE SERVICES*	Société par actions simplifiée	France	100
RENT A CAR*	Société par actions simplifiée	France	20,39
SEVEANE	Société par actions simplifiée	France	50
SOCIETE FRANCAISE DE PROTECTION JURIDIQUE*	Société anonyme	France	100
STAR*	Société anonyme	Tunisie	35

* Entités détenues via Groupama Holding Filiales et Participations.

** Entités détenues via Cofintex 2.

*** Entité détenue via Groupama Biztosito.

A.1.2. Analyse de l'activité de Groupama Assurances Mutuelles

A.1.2.1. Activité par ligne d'activité importante

(en % du total des activités)	Incendie et autres dommages aux biens	Réassurance non proportionnelle dommages	Réassurance non proportionnelle accidents	Frais médicaux	Autre assurance des véhicules à moteur	Responsabilité civile automobile	autres
Primes acquises							
Brutes	29,1%	14,4%	2,9%	11,3%	13,0%	8,5%	20,8%
Part des réassureurs	28,9%	44,8%	4,4%	0,7%	1,2%	1,2%	18,7%
Nettes	29,2%	4,2%	2,4%	14,8%	16,9%	10,9%	21,5%
Charge de sinistres							
Brute	29,4%	-0,4%	12,4%	14,0%	13,7%	9,9%	21,1%
Part des réassureurs	56,3%	-10,4%	13,3%	2,0%	2,2%	2,7%	34,0%
Nette	25,8%	0,9%	12,3%	15,6%	15,2%	10,8%	19,4%
S/C brut	61,4%	-1,8%	259,5%	75,8%	64,0%	70,8%	61,6%
S/C net	63,5%	15,2%	369,2%	75,6%	64,4%	71,2%	64,6%

A.1.2.2. Activité par zone géographique importante

Groupama Assurances Mutuelles exerce son activité de réassurance principalement en France (97,8 % des primes émises). Par ailleurs, elle réassure ses filiales internationales (2,2% des primes émises) dont notamment l'Italie (Groupama Assicurazioni) et la Roumanie (Groupama Asigurari).

A.1.3. Faits marquants de l'exercice

Les principales opérations survenues au cours de l'année ayant eu un impact important sur Groupama Assurances Mutuelles sont décrites ci-après :

Solidité Financière

- **Notation financière**

Le 24 avril 2025, Fitch Ratings a actualisé son rapport sur Groupama en intégrant les comptes au 31 décembre 2024. La note de solidité financière (« Insurer Financial Strength » – IFS) de Groupama est à « A + » et la perspective est « Stable ».

- **Emission de titres subordonnés**

Groupama a réalisé le 19 mai 2025 le placement auprès d'investisseurs institutionnels de titres subordonnés de maturité 10 ans pour un montant total de 500 millions d'euros, avec un coupon annuel de 4,375% s'appuyant sur un spread de 190 points de base par rapport au swap. Cette opération contribue à la gestion active du capital de Groupama en profitant des opportunités de marché.

Activité

- **Intempéries**

Sur le premier semestre 2025, de violents orages et inondations ont sévi dans de nombreuses régions en France ainsi qu'à l'International. Ces événements représentent un impact de 477 millions d'euros avant réassurance sur les comptes de Groupama Assurances Mutuelles et 328 millions d'euros après réassurance.

- **Commutation de la réassurance RGR de sinistres anciens**

Dans le cadre de la modernisation des outils de réassurance et de rationalisation des moyens de gestion, Groupama Assurances Mutuelles a décidé de procéder à la commutation de la réassurance de risques portant sur des survenances très anciennes. Cela a consisté pour GMA à solder financièrement par anticipation certains engagements de règlement de sinistres qui lui ont été cédés par les caisses régionales en vertu des dispositions du RGR. Le rachat payé aux caisses régionales cédantes pour cette opération s'élève à 117 M€, ce paiement est sans impact sur le compte de résultat, la charge étant compensée par la reprise de provision pour un même montant.

A.2. Résultats de souscription

Remarque liminaire

Le compte de résultat de Groupama Assurances Mutuelles intègre, au titre de la substitution de la Caisse Régionale Antilles Guyane, qui est dispensée d'agrément, le solde technique avant frais (primes, sinistres et réassurance). Il n'y a aucun impact sur les opérations nettes du compte de résultat de Groupama Mutuelles d'Assurances. En revanche, les opérations substituées conduisent à augmenter symétriquement les opérations brutes techniques de Groupama Assurances Mutuelles et les cessions et rétrocessions. Ainsi les cotisations acquises apparaissent pour un montant de 3 733 millions d'euros dans les comptes sociaux, qui se décomposent en 42 millions d'euros de cotisations substituées nettes d'acceptation en quote-part du réassureur Groupama Assurances Mutuelles et en 3 692 millions d'euros de cotisations acquises (hors substitution).

Dans le présent document les commentaires ci-après se focalisent sur une vision agrégée de Groupama Assurances Mutuelles et de la partie substituée de Groupama Antilles Guyane. Une lecture économique de l'activité solo de Groupama Assurances Mutuelle est présentée dans le Document d'Enregistrement Universel (dans la section 6 du rapport de gestion).

A.2.1. Performance globale de souscription

(en milliers d'euros)	2025			2024
	TOTAL Activités Non Vie	TOTAL Activités Vie des entités Non Vie	TOTAL Activités Vie & Non Vie	TOTAL Activités Vie & Non Vie
Primes émises				
Brut - Affaires directes	89 547	-	89 547	89 545
Brut - Réassurance acceptée	3 659 364	33 091	3 692 455	3 467 291
Part des réassureurs	925 706	14 212	939 918	920 876
Net	2 823 205	18 879	2 842 084	2 635 960
Variation des primes non acquises				
Brut - Affaires directes	- 98	-	- 98	367
Brut - Réassurance acceptée	- 48 608	- 5	- 48 613	- 30 334
Part des réassureurs	8	-	8	211
Net	- 48 714	- 5	- 48 719	- 30 178
Primes acquises				
Brut - Affaires directes	89 449	-	89 449	89 912
Brut - Réassurance acceptée	3 610 756	33 086	3 643 842	3 436 957
Part des réassureurs	925 714	14 212	939 926	921 087
Net	2 774 491	18 874	2 793 365	2 605 782
Charge de sinistres				
Brut - Affaires directes	23 845	1 965	25 810	53 827
Brut - Réassurance acceptée	2 193 273	52 060	2 245 333	2 050 613
Part des réassureurs	256 783	8 526	265 309	456 187
Net	1 960 335	45 499	2 005 834	1 648 253
Frais généraux				
Brut - Affaires directes	142 674	787	143 461	152 280
Brut - Réassurance acceptée	666 545	4 378	670 923	607 870
Part des réassureurs	82 585	2 260	84 845	66 510
Net	726 634	2 905	729 539	693 640

▪ **Analyse globale des dépenses et revenus de souscription**

Le montant total de primes acquises, affaires directes et acceptations, au 31 décembre 2025 s'élève à 3 733,3M€ (brut) et à 2 793,4 M€ (net de réassurance), soit une hausse en net de 7,2%.

L'évolution des primes acquises brutes, soit + 206,4 M€, provient :

- de la croissance de +174 M€ des acceptations en provenance des caisses régionales ;
- d'une hausse de +14 M€ des acceptations en provenance des filiales ;
- de la hausse de + 18 M€ des autres acceptations .

La charge de sinistres brute s'élève au 31 décembre 2025 à 2 271,1 M€, soit un ratio (Sinistres / primes acquises) de 60,8 %. La hausse de 166,7 M€ par rapport à l'an passé résulte d'un exercice courant certes plus favorable (notamment en sinistralité excédentaire) mais atténué par une baisse sensible des boni.

A noter cependant des dégagements en climatiques plus importants (concernant la tempête Ciaran notamment) quasi entièrement reversés aux réassureurs externes

La part des réassureurs dans la charge de sinistre diminue de 191 M€, en lien avec une sinistralité courante plus clémente mais surtout du fait de la cession de boni sur risques climatiques.

La charge de sinistres nette s'établit à 2 005,8 M€ contre 1 648,3 M€ l'an passé.

▪ Répartition des activités Non-Vie et Vie

Les primes émises brutes de Groupama Assurances Mutuelles se répartissent de la façon suivante :

- 99% pour les activités Non-Vie
- 1% pour les activités Vie (rentes issues de l'assurance non-vie)

A.2.2. Résultat de souscription par ligne d'activité

(en milliers d'euros)	Incendie et autres dommages aux biens		Réassurance non proportionnelle dommages		Réassurance non proportionnelle accidents		Frais médicaux		Autre assurance des véhicules à moteur		Responsabilité civile automobile		autres		TOTAL	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Primes acquises brutes	1 087 390	997 086	538 494	517 441	108 634	122 592	420 440	386 461	484 630	452 696	315 931	296 218	777 772	754 375	3 733 291	3 526 869
Primes acquises cédées	271 198	213 399	421 406	454 468	41 819	47 565	6 295	10 008	11 688	11 041	11 450	11 002	176 070	173 604	939 926	921 087
Charge de sinistres brute	667 496	704 136	- 9 796	196 702	281 940	- 87 606	318 668	289 379	310 264	311 990	223 755	228 135	478 816	461 704	2 271 143	2 104 440
charge de sinistres Cédées	149 341	170 684	- 27 589	194 150	35 246	- 34 661	5 413	6 335	5 727	6 334	7 043	17 511	90 128	95 834	265 309	456 187
Dépenses engagées	264 389	254 454	- 27 109	- 30 843	- 4 047	- 2 428	85 085	78 032	141 463	134 495	99 106	88 559	170 652	171 371	729 539	693 640

* La colonne « Autres » regroupe l'ensemble des lignes d'activité non significatives.

Le tableau ci-dessus présente le résultat de souscription par ligne d'activité Solvabilité 2. Il est établi à partir de l'état quantitatif S.05.01 Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité (cf. annexe 2). Cet état n'intègre pas les revenus financiers issus de l'activité d'assurance, ni désormais la variation des autres provisions techniques. La segmentation retenue par l'entreprise pour le pilotage de son activité est une segmentation « ligne métier ». La correspondance entre ces deux ventilations de l'activité est présentée ci-dessous.

LOB Solvabilité 2	Famille de métiers
Assurance des frais médicaux	Santé individuelle et collective
Assurance de protection du revenu	Prévoyance individuelle et collective
Assurance de responsabilité civile automobile	Automobile de tourisme, Garages, Flottes, Transport et matériel agricole
Assurance de dommage automobile	Automobile de tourisme, Garages, Flottes, Transport et matériel agricole
Assurance maritime, aérienne et transport	Transport
Assurance incendie et autres dommages aux biens	Habitation, Dommages entreprises, Dommages agricoles, Dommages collectivités, Climatiques, Pro TNS
Assurance de responsabilité civile générale	Construction, Habitation, Dommages entreprises, Dommages agricoles, Dommages collectivités, Climatiques, Pro TNS
Assurance de protection juridique	Automobile de tourisme, Habitation, Dommages professionnels, Dommages agricoles, Dommages collectivités, Climatiques, Pro TNS
Assistance	Automobile de tourisme, Garages, Flottes, Habitation, Prévoyance individuelle, Prévoyance collective, Santé individuelle, Santé collective
Rentes issues de l'assurance santé	Dépendance

Les primes acquises brutes s'élèvent à 3 733,3M€ (y compris les cotisations de Groupama Antilles Guyane, caisse dispensée d'agrément et substituée par Groupama Assurances Mutuelles).

Les 6 lignes d'activité « Incendie et autres dommages aux biens », « Réassurance non proportionnelle Dommages », « Réassurance non proportionnelle Accidents », « Frais médicaux », « Autre assurance des véhicules à moteur », et « Responsabilité civile automobile » sont les plus représentatives et représentent 79 % des primes totales brutes.

- Les primes acquises de la ligne d'activité « Incendie et autres dommages aux biens » s'élèvent à 1 087 M€ et comprennent notamment les métiers :
 - o l'Habitation pour un montant de 314 M€,
 - o les Dommages aux Entreprises et aux Collectivités pour un montant de 279 M€,
 - o les Récoltes pour un montant de 191 M€,
 - o les Dommages Agricoles pour un montant de 144M€.

- Les principaux métiers contributeurs de la ligne d'activité « Réassurance non proportionnelle Dommages » (538,5 M€) sont :
 - o l'Habitation pour un montant de 185 M€,
 - o les Dommages aux Entreprises et aux Collectivités pour un montant de 88 M€,
 - o les Dommages Agricoles pour un montant de 117 M€,
 - o l'automobile de tourisme pour un montant de 44 M€.

- Les lignes d'activité « Réassurance non proportionnelle accidents », « Autre Assurance des véhicules à moteur » et « RC Automobile » s'élèvent au global à 909,2 M€ et comprennent principalement les risques Automobiles (Dommages & Responsabilité civile). Le métier le plus contributeur est l'Automobile de Tourisme avec 529 M€ de primes acquises.

- Enfin, la ligne d'activité « Frais Médicaux » (420,4 M€) se compose principalement des activités Santé Individuelle et Collective dont les primes acquises brutes s'élèvent respectivement à 342 M€ et 78 M€.

La charge de sinistres brute s'élève à 2 271,1 M€.

- « Incendie et Dommages aux biens » (proportionnel et non proportionnel) : 658 M€ intègre une charge de sinistres climatiques de l'exercice courant de 477 M€ touchant principalement les métiers habitation, Dommages entreprises et Récoltes ainsi que quelques sinistres majeurs en Incendie impactant le métier Dommages entreprises. Concernant les variations sur antérieurs, ces LOB comprennent des boni sur les risques climatiques de 165 M€ (dégagements sur la tempête CIARAN et les orages de grêle de 2022).
- Les lignes d'activité « Autre Assurance des véhicules à moteur » et « RC Automobile » s'élèvent au global à 534 M€ et comprennent principalement la sinistralité attritionnelle Automobile (Dommages & Responsabilité civile). Le métier le plus contributeur est l'Automobile de Tourisme avec 336 M€. Les métiers Flottes et TMA représentent respectivement 86 M€ et 75 M€.
- Enfin la branche « Réassurance non proportionnelle accidents » avec 282 M€ contient principalement les sinistres excédentaires Auto sur l'exercice courant pour 218 M€ et des boni sur dossiers majeurs bien moindres que l'an passé (contexte de taux plus stable).

La charge de sinistres cédée est un produit de 265,3 M€ contre 456.2 M€ en 2024, soit une baisse de 190 M€ sous l'effet conjoint d'une moindre récupération de sinistres sur exercice courant (en 2024 cessions de sinistres de GOM et du sinistre Océalia) et d'une cession de boni sur antérieurs supérieure (dont majoritairement au titre de la tempête Ciaran).

A.3. Résultats des investissements

Le résultat des investissements net des charges d'intérêts sur emprunts de Groupama Assurances Mutuelles s'établit à 265 M€ en 2025 contre 197 M€ en 2024. Il se détaille comme suit :

en M€	31/12/2025			31/12/2024		
	Revenus nets (dividendes, loyers, coupons)	Plus ou moins- values réalisées (1)	Total	Revenus nets (dividendes, loyers, coupons)	Plus ou moins- values réalisées (1)	Total
Obligations	49,2	0,2	49,4	22,7	0,4	23,1
Actions et assimilés	295,2	14,7	309,9	217,8	39,0	256,7
Immobilier (2)	- 0,2	0,5	0,2	- 0,0	0,3	0,3
Frais de gestion financière	- 21,2	0,0	- 21,2	- 20,9	0,0	- 20,9
Autres (3)	- 71,9	- 1,7	- 73,6	- 65,1	3,3	- 61,8
Total	251,1	13,7	264,8	154,5	43,0	197,4

(1) nettes de dotations/reprises de provisions

(2) y compris immobilier d'exploitation

(3) y compris charges d'intérêts sur emprunts

L'évolution de +67 M€ est liée principalement à :

- une hausse des dividendes reçus de +69 M€ dont +82 M€ provenant de GHFP (232 M€ contre 150 M€ en 2024),
- une augmentation des revenus des obligations pour +26,5 M€ consécutive à la hausse des encours obligataires,
- atténués par de moindres plus-values de trésorerie sur les OPCVM (-25 M€),
- et une augmentation des charges d'emprunts subordonnés de -12 M€ due à l'émission d'un nouveau TSR de 500 M€ le 26/05/2025.

A.4. Résultats des autres activités

Les produits et charges non techniques s'élèvent au 31 décembre 2025 à -21,3 M€ et proviennent essentiellement de la répartition par destination des frais généraux.

▪ Contrats de location :

Les contrats de location pris par l'entité en tant que locataire sont comptabilisés conformément à la norme IFRS 16 avec la constatation au bilan d'un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat et d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers. Ces contrats de location concernent principalement des biens immobiliers.

A.5. Autres informations

Groupama Antilles Guyane est une caisse régionale d'Outre-mer substituée par Groupama Assurances Mutuelles dans la représentation de ses opérations. A ce titre, les données d'activité de Groupama Assurances Mutuelles intègrent celles de Groupama Antilles Guyane.

B. SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

B.1.1. Description du système de gouvernance

L'organisation du Groupe est fondée sur ses 3 niveaux de mutualisation que sont les caisses locales, les caisses régionales et la caisse nationale Groupama Assurances Mutuelles (GMA).

Les Caisses Régionales sont sociétaires de Groupama Assurances Mutuelles et détiennent 100 % des droits de vote en assemblée générale et des certificats mutualistes émis par cette dernière.

Le Groupe présente un mode de gouvernance qui responsabilise chaque acteur au sein de l'organisation. Les sociétaires élisent leurs représentants au niveau local (24 000 élus), qui élisent eux-mêmes leurs représentants au niveau régional et national. Les administrateurs, qui sont des assurés des caisses locales, contrôlent l'ensemble des conseils d'administration des entités du pôle mutualiste. Les élus participent ainsi à toutes les instances de décisions du Groupe, qu'il s'agisse des Caisses Locales (2 300), des Caisses Régionales et nationale, au travers des fédérations et des conseils d'administration de Groupama Assurances Mutuelles et de ses filiales. Groupama Assurances Mutuelles, caisse de réassurance mutuelle agricole à compétence nationale, est une structure juridique sans capital, organe central du réseau Groupama et entreprise mère du groupe prudentiel Groupama, constitué des filiales et participations de Groupama Assurances Mutuelles ainsi que des caisses d'assurance ou de réassurance mutuelles agricoles, qu'elles soient régionales, locales ou spécialisées (ci-après « le réseau »). Ses principales missions sont les suivantes :

- veiller à la cohésion et au bon fonctionnement des organismes du réseau Groupama ;
- veiller à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives aux organismes du réseau ;
- exercer un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion des organismes du réseau Groupama ;
- définir et mettre en œuvre la stratégie opérationnelle du groupe Groupama, en concertation avec les caisses régionales ;
- réassurer les caisses régionales ;
- piloter l'ensemble des filiales ;
- mettre en place le programme de réassurance externe de l'ensemble du Groupe ;
- prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la solvabilité et le respect des engagements de chacun des organismes du réseau comme de l'ensemble du Groupe ;
- établir les comptes combinés.

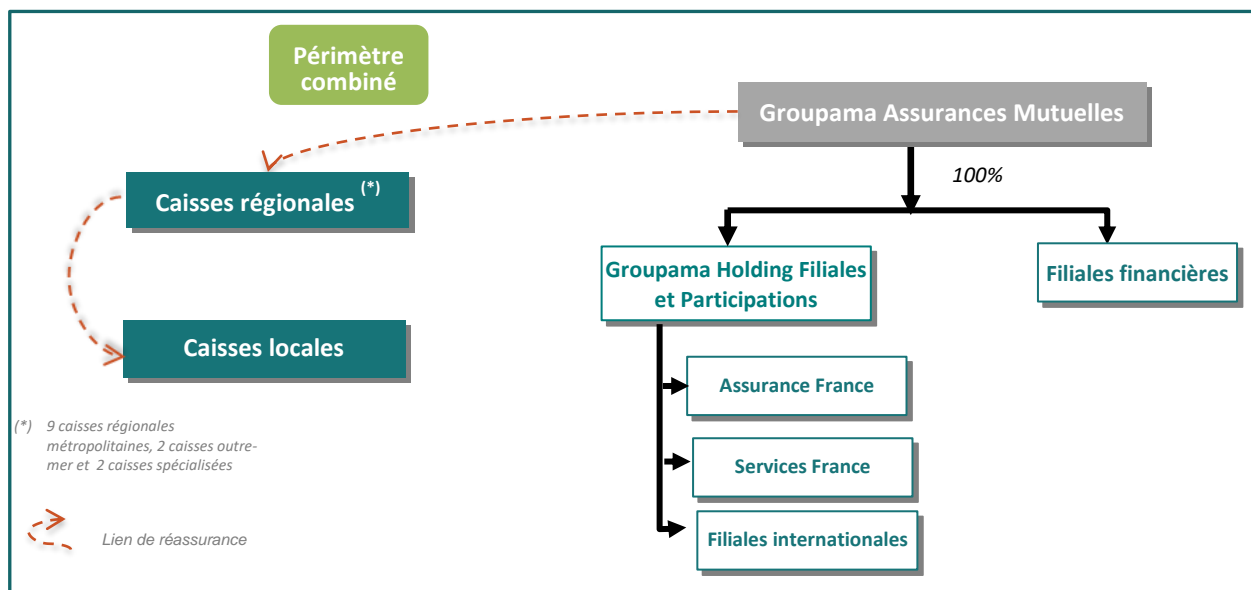
Lors de la transformation, le rôle d'organisation professionnelle agricole et d'organe politique assumé précédemment par la Fédération Nationale Groupama a été repris par Groupama Assurances Mutuelles et une instance dédiée à ce rôle a été créée, le Conseil d'orientation mutualiste. Ce dernier a notamment pour mission :

- de proposer la personne candidate aux fonctions de président du conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles,
- de définir les orientations générales du groupe mutualiste et d'en contrôler l'exécution,
- de définir les positions de Groupama sur le plan national et européen en tant qu'organisation professionnelle agricole et acteur de la vie des territoires.

Le conseil d'orientation mutualiste exerce ses missions sous forme d'avis, de recommandations et de propositions d'actions. Leur mise en œuvre est décidée par les organes d'administration et de direction compétents de la Société.

Composé de 49 membres, il réunit 5 représentants de chacune des 9 caisses régionales métropolitaines adhérentes (le Président de leur conseil d'administration, ainsi que 4 membres désignés par elles parmi les membres de leur conseil d'administration) et 1 représentant de chacune des 2 caisses des départements d'outre-mer et des 2 caisses spécialisées adhérentes (le Président du conseil d'administration).

ORGANIGRAMME JURIDIQUE SIMPLIFIE



Pour permettre le bon fonctionnement du pôle mutualiste et l'exercice du rôle d'organe central, le comité exécutif Groupe participe à l'élaboration et au suivi opérationnel de la stratégie du Groupe. Il met en œuvre la stratégie dans le Groupe, en assurant la coordination opérationnelle des activités de l'ensemble du Groupe.

Il est composé des Directeurs Généraux des caisses régionales métropolitaines et des principaux dirigeants de Groupama Assurances Mutuelles. Il est présidé par le Directeur Général de Groupama Assurances Mutuelles. Il se réunit en règle générale deux fois par mois.

Des comités opérationnels (COMOP) spécialisés Expérience clients – Indemnisation – Individuel - Entreprises et Collectivités – Développement – Informatique – Communication – Finance - Réglementation, Risques et Contrôles - Ressources Humaines regroupent les responsables concernés des entités du groupe. Ils instruisent les dossiers pour le comité exécutif groupe et proposent les mesures à prendre sur le plan opérationnel en application des orientations stratégiques.

La gouvernance de chacune des entreprises d'assurance du Groupe est le reflet de l'organisation du Groupe. Le conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles comprend quinze (15) administrateurs, dont neuf (9) sont les présidents des conseils d'administration des Caisses Régionales métropolitaines, quatre (4) sont des administrateurs indépendants et deux (2) sont des administrateurs élus par le personnel salarié de Groupama Assurances Mutuelles.

Le conseil d'administration des principales filiales françaises et internationales comprend un Président de caisse régionale, des administrateurs des caisses régionales (membres du conseil d'orientation mutualiste), des directeurs généraux de caisse régionale et des représentants des directions de Groupama Assurances Mutuelles et des caisses régionales.

B.1.2. Structure de l'organe d'administration, de gestion et de contrôle de Groupama Assurances Mutuelles

L'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de Groupama Assurances Mutuelles est constitué de son conseil d'administration et de sa Direction Générale.

B.1.2.1. Le conseil d'administration

B.1.2.1.1. Composition

Groupama Assurances Mutuelles est administrée par un conseil d'administration composé de 15 membres, dont :

- 13 administrateurs nommés par l'assemblée générale, dont 9 personnes physiques représentant les caisses adhérentes ayant la qualité de président du conseil d'administration de leur caisse, à savoir les Présidents des 9 Caisses Régionales métropolitaines et 4 administrateurs indépendants ;
- 2 administrateurs élus par les salariés.

L'assemblée générale n'a pas usé de la faculté prévue à l'article 21 des statuts de nommer des censeurs.

B.1.2.1.2. Principaux rôles et responsabilités

▪ Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à l'assemblée générale et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Conformément aux pratiques de gouvernement d'entreprise du Groupe, le conseil d'administration a confié les fonctions exécutives à un Directeur Général, non administrateur.

▪ Attributions du Président du conseil d'administration

Le Président du conseil d'administration organise et dirige les travaux du conseil d'administration dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

▪ Compétences réservées du conseil d'administration

Les statuts de la Société prévoient que certaines opérations soient soumises à l'autorisation préalable du conseil :

- la modification de la convention de réassurance ainsi que la modification de la convention portant dispositifs de sécurité et de solidarité avec les caisses adhérentes ;
- les émissions de valeurs mobilières, quelle qu'en soit la nature, ainsi que les émissions et les rachats de certificats mutualistes ;
- les opérations significatives susceptibles d'affecter la stratégie du Groupe et son périmètre d'activité ;
- les modalités de mise en œuvre du dispositif de solidarité en application de la convention portant dispositifs de sécurité et de solidarité ;
- la résiliation de la convention portant dispositifs de sécurité et de solidarité à l'initiative de Groupama Assurances Mutuelles.

En outre, doit être prise à la majorité des 2/3 des membres, la décision de résiliation de la convention de réassurance à l'initiative de la caisse nationale.

Sont également soumises à l'autorisation du conseil d'administration certaines opérations dans la mesure où elles dépassent un montant unitaire fixé par le conseil d'administration.

B.1.2.1.3. Comités rendant directement compte au conseil d'administration

Le conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles est assisté de comités dans l'exercice de ses missions. Il s'agit du Comité d'audit et des risques, du comité des rémunérations et des nominations et du comité stratégique et durabilité.

Ces comités n'ont pas de pouvoir propre et leurs attributions ne réduisent ni ne limitent les pouvoirs du conseil. Leur mission consiste à éclairer le conseil d'administration dans certains domaines. Il appartient à ces comités de rapporter les conclusions de leurs travaux au conseil d'administration, sous forme de procès-verbaux, de propositions, d'informations ou de recommandations.

Le Directeur Général de Groupama Assurances Mutuelles ne participe pas à ces comités. Selon les Comités et les sujets, il est représenté par l'un des Directeurs généraux adjoints, le Directeur Financier Groupe, le Directeur Audit Groupe, le Directeur Risques Contrôle et Conformité, le Secrétaire Général et ou le Directeur Juridique Groupe.

B.1.2.2. La Direction Générale

B.1.2.2.1. Principaux rôles et responsabilités

La Direction Générale de Groupama Assurances Mutuelles est assurée par un Directeur général.

Thierry Martel, Directeur général, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir, en toute circonstance, au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément à l'assemblée générale et au conseil d'administration, ainsi que dans les limites fixées par les statuts et le conseil d'administration.

Thierry Martel est assisté par quatre Directeurs généraux adjoints :

- Sylvain Merlus, directeur général adjoint en charge de la direction Assurance France, dirigeant effectif;
- Olivier Pequeux, directeur général adjoint finances, actuariat, audit, risques et conformité, dirigeant effectif ;
- Rémi Lorenzelli, directeur général adjoint en charge de la stratégie et des partenariats, des ressources humaines et du secrétariat général ;
- Catherine Granger-Ponchon, directrice générale adjointe en charge des activités internationales.

B.1.2.2.2. Rôle du Comité de Direction Générale

Le Comité de Direction Générale assiste la Direction Générale de Groupama Assurances Mutuelles dans ses missions de management de la Société.

Il élabore, propose et met en œuvre la stratégie de Groupama Assurances Mutuelles dans le cadre des orientations générales du Groupe fixées par le Conseil d'administration. Il pilote les filiales françaises et internationales.

Organe de préparation et de validation des décisions opérationnelles du ressort de Groupama Assurances Mutuelles, il fixe les axes prioritaires de travail des différentes directions de la Société et contrôle l'application des décisions par ces dernières.

B.1.2.2.3. Délégation de responsabilité

Le dispositif actuel de délégations de pouvoirs mis en place au sein de Groupama Assurances Mutuelles en collaboration avec la fonction conformité Groupe est organisé de la façon suivante :

- il repose sur la ligne hiérarchique ;
- il s'appuie sur un réseau de correspondants pouvoirs qui ont été désignés dans chacune des directions et des principales filiales françaises de Groupama Assurances Mutuelles ;
- les demandes de délégations de pouvoirs émanent des secteurs concernés, en fonction de leurs besoins et sont établies sur la base d'une nomenclature élaborée et contrôlée par la Direction Juridique.

Elles relèvent de trois catégories distinctes : les délégations de pouvoirs proprement dites, les engagements de dépense et, enfin, les mandats de signature. Seule la délégation de pouvoirs en tant que telle emporte transfert de responsabilité, notamment sur le plan pénal.

La Direction Juridique de Groupama Assurances Mutuelles, en qualité de gardienne de la chaîne de délégations, s'assure de la cohérence d'ensemble et de l'actualisation du dispositif de délégations de pouvoirs.

B.1.3. Les fonctions clés

▪ **Fonction de gestion des risques (Direction Risques, Contrôle et Conformité Groupe - DRCCG)**

La fonction clé de gestion des risques est exercée au sein de la Direction Risques, Contrôle et Conformité Groupe (DRCCG) qui dispose d'équipes dédiées.

Au sein de cette direction DRCCG :

- la Direction des Risques Groupe intervient plus spécifiquement sur les domaines liés aux risques financiers, d'assurance et liés à la solvabilité du Groupe.
- la Direction Risques Opérationnels et Contrôle Permanent intervient plus particulièrement sur le périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels et d'image et a en charge par ailleurs, la validation du modèle interne partiel.

La fonction de gestion des risques informe notamment la Direction générale de la performance du modèle interne et de l'état d'avancement des efforts déployés pour remédier aux faiblesses détectées. Tous ces éléments sont transmis au conseil d'administration par le directeur général (art. R.354-2-5 du code des assurances).

La fonction de gestion des risques coopère étroitement avec la direction de l'actuariat Groupe.

▪ **Fonction de vérification de la conformité (Direction Risques, Contrôle et Conformité Groupe - DRCCG)**

Au sein de la Direction Risques, Contrôle et Conformité Groupe (DRCCG), la fonction clé de vérification de la conformité dispose d'une équipe dédiée.

Les dispositifs de protection de la clientèle, de surveillance éthique et de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, sont validés par cette fonction.

Le responsable de la fonction de vérification de la conformité conseille notamment la Direction générale, sur le respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et de leur exercice (article R 354-4-1 du code des assurances).

▪ **Fonction d'audit interne (Direction de l'Audit Général Groupe - DAGG)**

La fonction clé d'audit interne est exercée au sein de la direction audit général Groupe d'une manière objective et indépendante des fonctions opérationnelles.

Le plan d'audit de la direction audit général Groupe est examiné par le Comité d'audit et des risques et approuvé par le conseil d'administration de la société préalablement à sa mise en œuvre. Il est construit autour d'une approche d'audit pluriannuelle de chaque entreprise du groupe et intègre également des missions d'audits sur les processus transverses du Groupe (article R 354-5 du code des assurances).

▪ **Fonction actuarielle**

La fonction clé actuarielle est exercée au sein de la direction de l'actuariat Groupe (DAG). Cette direction dispose d'une équipe dédiée. La Fonction Actuarielle doit permettre d'analyser la cohérence, les forces et les faiblesses (ou points d'incertitude) du pilotage technique de l'organisme dans toutes ses dimensions (tarification, souscription, provisionnement, réassurance).

Elle coordonne le calcul des provisions techniques Solvabilité 2. Les travaux qu'elle mène dans ce cadre lui permettent d'informer le conseil d'administration de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions

techniques prudentielles dans les conditions prévues à l'article L.322-3-2 (art. R.354-6 du code des assurances) et d'émettre des recommandations pour remédier aux éventuels points d'attention identifiés.

B.1.4. Politique et pratiques de rémunération

B.1.4.1. Politique et pratiques de rémunération des membres du conseil d'administration

Depuis le 7 juin 2018, les administrateurs représentant les caisses adhérentes au conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles perçoivent des indemnités et les administrateurs indépendants, des rémunérations, en application de l'article R322-120-3 du code des assurances.

Les montants sont alloués aux administrateurs à raison de leur participation aux travaux du conseil d'administration, des comités du conseil et des réunions internes au Groupe et en rémunération de leur responsabilité générale.

Dans certains cas d'absence, les indemnités des administrateurs représentant les caisses régionales donnent lieu à réduction. Par ailleurs, les rémunérations des administrateurs indépendants dépendent en partie de l'assiduité aux réunions du conseil et des comités du conseil.

La rémunération du Président de Groupama Assurances Mutuelles est fixée par le conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles sur proposition du comité des rémunérations et des nominations. Elle se compose :

- d'une rémunération annuelle brute versée mensuellement par douzième ;
- de droits à un revenu de substitution au moment de son départ à la retraite ;

B.1.4.2. Politique et pratiques de rémunération des dirigeants mandataires sociaux

Sont concernés, le Président du conseil d'administration, et le Directeur général. La rémunération du Président est composée d'une rémunération annuelle brute et de droits à un revenu de substitution au moment de son départ à la retraite.

Celle du Directeur général est composée d'une part fixe, d'une part variable annuelle, d'une autre part variable pluriannuelle et de régimes de retraite supplémentaire.

La rémunération variable annuelle est déterminée par rapport à un montant cible à partir de critères quantitatifs basés sur la réalisation d'indicateurs de performance et de critères qualitatifs en fonction d'objectifs fixés à l'avance. La rémunération variable pluriannuelle est soumise à conditions de performance déterminée sur la base de critères et d'objectifs prédéfinis. Les différents critères sont définis par le conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles sur proposition du Comité des rémunérations et des nominations.

B.1.4.3. Politique et pratiques de rémunération applicables aux salariés

La rémunération des salariés est composée :

- d'une rémunération fixe ;
- d'une rémunération variable individuelle sur objectifs pour les cadres supérieurs et dirigeants, ces objectifs étant déterminés de manière à ne pas générer des situations de conflit d'intérêts ou contraires au respect des règles de bonne conduite ; et des dispositifs de primes ponctuelles pour les autres catégories de salariés ;
- d'une rémunération variable collective (dispositifs d'intéressement et de participation).

Par ailleurs, il existe des dispositifs de retraite supplémentaire (article 83 du code général des impôts) au profit de l'ensemble des collaborateurs.

B.1.5. Transactions importantes

Il n'existe pas de nouvelles transactions importantes conclues durant la période de référence avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable ou des membres du conseil d'administration.

B.2. Exigences de compétence et honorabilité

B.2.1. Compétence

B.2.1.1. Procédure d'évaluation de la compétence des administrateurs

▪ Procédure de nomination des administrateurs

Groupama Assurances Mutuelles est administrée par un conseil d'administration composé de deux catégories d'administrateurs : des administrateurs nommés par l'assemblée générale ordinaire et deux administrateurs élus par le personnel salarié de Groupama Assurances Mutuelles.

Le conseil d'administration est composé de quinze (15) administrateurs, dont neuf (9) sont les présidents des conseils d'administration des caisses régionales métropolitaines et quatre (4) sont des administrateurs indépendants.

Dans le fonctionnement de la gouvernance du Groupe Groupama, les neuf administrateurs de GMA sont également administrateurs d'une caisse régionale. La responsabilité de président de caisse régionale est l'aboutissement d'un parcours d'engagement, de sélection et de formation préparant les élus administrateurs à de fortes responsabilités.

Ce mode de gouvernance est de nature à responsabiliser chaque acteur au sein de l'organisation, quel que soit l'échelon auquel il se situe. Les présidents des caisses régionales, membres du conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles participent ainsi à toutes les instances de décision du Groupe au travers de la présidence des organes collégiaux de la pyramide mutualiste. Ce parcours est conforté par une formation d'accompagnement à l'exercice graduel de responsabilités d'administrateur à l'échelon central.

Ce processus, conduit en parallèle pour l'ensemble des 9 présidents de caisses régionales, est de nature à donner à chacun d'eux et à l'ensemble qu'ils constituent, à la fois :

- une expérience commune et partagée de l'administration de sociétés d'assurance mutuelle,
- les compétences réglementaires tant collectives qu'individuelles requises.

Les administrateurs indépendants sont choisis et proposés au vote de l'assemblée générale de Groupama Assurances Mutuelles, en fonction d'expertises complémentaires à celles dont bénéficient les administrateurs représentant les caisses régionales adhérentes et, notamment des connaissances et une expérience plus étendue (domaines financier, assurance, commercial, technologique, etc..).

▪ Programmes de formation en cours de mandat

Les administrateurs de Groupama Assurances Mutuelles, y compris les administrateurs indépendants et les administrateurs élus par les salariés, bénéficient régulièrement d'actions de formation organisées dans le cadre des conseils d'administration ou en dehors.

B.2.1.2. Procédure d'évaluation de la compétence des dirigeants effectifs

La procédure de sélection et de nomination des dirigeants effectifs se décline en 3 étapes :

- l'élaboration par la direction des ressources humaines groupe de plans de succession qui identifient d'une part les postes types des hauts dirigeants et dirigeants et, d'autre part, les collaborateurs susceptibles de les occuper ;
- la sélection des collaborateurs qui intègrent ces plans de succession reposant sur les revues annuelles de personnel et la réalisation *d'assessment* externes, dès lors qu'ils n'occupent pas une fonction de directeur général de caisse régionale en cours ;

- des cycles de formations au travers notamment d'un plan de développement de haut niveau des cadres dirigeants du Groupe.

Le Comité des rémunérations et des nominations de Groupama Assurances Mutuelles a notamment pour mission d'examiner périodiquement le plan de succession pour la direction générale et d'émettre tout avis au conseil d'administration de la société sur la nomination de la direction générale.

B.2.1.3. Procédure d'évaluation de la compétence des responsables des fonctions clés

Le processus de sélection des responsables de fonctions clés est conduit dans des conditions permettant de répondre aux exigences de compétence fixées par la notice de l'ACPR du 14 décembre 2022. Sauf exception, il est similaire à celui présenté pour les dirigeants effectifs.

Les responsables des fonctions clés doivent justifier d'une expérience et d'une compétence étendues dans le domaine financier et/ou actuariel des assurances.

B.2.2. Honorabilité

Groupama Assurances Mutuelles applique les mêmes exigences d'honorabilité pour les administrateurs, les dirigeants effectifs ou les responsables de fonctions clés et vérifie qu'elles sont remplies au vu de l'absence de l'une ou l'autre des condamnations visées à l'article L.322-2 du code des assurances.

En application de l'article 273 du Règlement Délégué, l'évaluation de l'honorabilité d'une personne comprend une évaluation de son honnêteté et de sa solidité financière, fondée sur des éléments concrets concernant son caractère, son comportement personnel et sa conduite professionnelle, y compris tout élément de nature pénale, financière ou prudentielle pertinent aux fins de cette évaluation.

Au moment de la nomination ou du renouvellement du mandat d'un/des dirigeants effectif(s) ou d'un/des responsable(s) des fonctions clés, il est demandé systématiquement à chacun d'entre eux un extrait de casier judiciaire de moins de trois mois, afin de vérifier que celui-ci remplit les conditions d'honorabilité requises. Concernant la nomination ou le renouvellement d'un mandat d'administrateur, il est demandé à celui-ci de signer une déclaration sur l'honneur d'absence de condamnation.

En cours de mandat, et au moins une fois par an, il est demandé aux dirigeants effectifs, aux responsables des fonctions clés ainsi qu'aux administrateurs, de signer une déclaration sur l'honneur d'absence de condamnation.

B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

B.3.1. Système de gestion des risques

B.3.1.1. Objectifs et stratégies de l'entreprise en matière de gestion des risques

Groupama Assurances Mutuelles dispose d'un système de gestion des risques dont les principes structurants, définis par le Groupe, répondent aux exigences de Solvabilité 2. Ces principes sont exposés dans la politique de gestion des risques, tant en termes de méthodes d'identification, d'évaluation et de gestion des risques qu'en termes organisationnels. Cette politique de gestion des risques est complétée par un ensemble de politiques écrites propres à chaque type de risque et validées par les instances de Groupama Assurances Mutuelles et déclinées dans les entreprises du groupe.

Groupama Assurances Mutuelles présente la particularité d'être réassureur du Groupe ainsi que holding de tête du Groupe (pour la partie filiales). La stratégie de gestion des risques, définie en cohérence avec la stratégie du groupe, repose sur le maintien d'un profil de risque équilibré au niveau du groupe, fondé notamment sur :

- la diversification de ses risques réassurés d'une part entre les métiers d'assurance (assurances de biens et responsabilités, assurances de la personne) et d'autre part entre les marchés (particuliers, commerçants artisans, entreprises, agricole, ...), ainsi qu'entre les zones géographiques ;

- un portefeuille d'activités composé de risques réassurés sur lesquels Groupama Assurances Mutuelles dispose de compétences et d'expériences solides ;
- un dispositif de réassurance (Règlement Général de Réassurance) entre les caisses Régionales et Groupama Assurances Mutuelles et des traités de réassurance entre les filiales et Groupama Assurances Mutuelles permettant la protection des portefeuilles et le pilotage de la rétention de chacune des entités du groupe,
- un dispositif d'atténuation des risques d'assurance via des programmes de réassurance externe pour notamment les risques à fort aléa. Ce dispositif de réassurance, qui fait l'objet d'un suivi annuel, est construit de manière à ce que la rétention de Groupama Assurances Mutuelles en cas de survenance d'un sinistre ou d'un évènement naturel soit limitée (avec un référentiel de probabilité de survenance de l'ordre de 10 ans, référentiel qui peut être amendé dans la déclinaison opérationnelle en fonction d'une analyse coût bénéfique selon les branches et les conditions de marché de la réassurance) et, que le plafond de couverture pour les événements naturels protège Groupama Assurances Mutuelles contre un événement bicentenaire ;
- une politique d'investissement veillant à diversifier les risques entre les classes d'actifs et à encadrer les principaux risques de concentration ;
- Au sein des entités :
 - o des pratiques prudentes de souscription et de gestion du portefeuille, ainsi que de provisionnement ;
 - o un dispositif de limites de risques à l'actif, avec des limites primaires (sur les principales classes d'actifs) et secondaires (au sein de chaque classe d'actifs) qui a pour objectifs de limiter la détention d'actifs risqués (actions, immobilier, crédit, etc.), de définir une détention minimale de trésorerie et d'éviter les concentrations (émetteurs, secteurs, pays, etc.) au sein des portefeuilles. Depuis 2022, les limites pays ont été complétées pour tenir compte de la vulnérabilité et de l'adaptabilité des pays au changement climatique via l'intégration de l'indice global d'adaptation de Notre-Dame (Notre Dame Global Adaptation Index, ND-Gain) qui vient pondérer les limites existantes.
 - o l'utilisation de techniques d'atténuation des risques opérationnels (dispositif de contrôle permanent, solutions de secours / plans de continuité d'activité, sécurités physiques et informatiques).

En complément du dispositif de réassurance (*cf. ci-dessus*), le risque propre à chacune des lignes métier que réassure Groupama Assurances Mutuelles est intégré en définissant, dans le cadre de la planification stratégique et opérationnelle des Caisses Régionales, un ratio de sinistres à cotisations (S/C) cible par ligne métier qui prend en compte une exigence de rentabilité minimale des capitaux réglementaires (SCR technique en vision Groupe) nécessaires au métier.

S'agissant des risques opérationnels, la démarche est fondée sur une approche par les processus. Cette démarche conduit à déterminer les risques opérationnels susceptibles d'affecter les processus, à les identifier et à mettre en œuvre les éléments de contrôle et de maîtrise des risques correspondants. Le dispositif, décliné sur l'ensemble des processus, s'appuie sur le déploiement de contrôles permanents et l'enregistrement des incidents.

Le dispositif de gestion des risques repose sur un cadre d'appétence aux risques encadrant la prise de risques du groupe et de l'ensemble de ses entités. Ce cadre est un dispositif central de la gestion des risques : il définit le niveau global de risques que le groupe et ses entités sont prêts à assumer pour atteindre leurs objectifs stratégiques.

Ce dispositif, décliné de celui du Groupe, a été élaboré en 2025 et validé le 15 mai 2025 par le Conseil d'Administration.

Le cadre d'appétence aux risques de l'entité repose sur des macro-indicateurs (ratio de solvabilité apprécié sans mesure transitoire, ratio combiné social, un ratio d'actifs liquides et un indicateur de continuité opérationnelle).

B.3.1.2. Identification, évaluation et suivi des risques

Le dispositif de gestion des risques s'appuie sur des processus efficaces pour déceler, mesurer, contrôler, gérer et déclarer, en permanence, l'ensemble des risques, au niveau individuel et agrégé auxquels Groupama Assurances Mutuelles est ou pourrait être exposée.

Groupama Assurances Mutuelles a réalisé et met à jour annuellement une cartographie de ses risques sur la base des nomenclatures, définies en cohérence avec les normes Groupe, par grands domaines de risques (opérationnels, assurance, financiers, etc.). Ces nomenclatures s'appuient sur la classification des risques pris en compte dans le calcul réglementaire solvabilité 2 complétée des risques - quantifiables ou non - qui ne figurent pas dans ce calcul réglementaire. Des catégories de risques homogènes sont définies et les types de risques sont déclinés à une maille plus fine en fonction de leur manifestation.

B.3.1.3. Gouvernance interne et lignes de reporting

En matière d'organisation et de gouvernance, les rôles et responsabilités des organes d'administration, de Direction Générale, des fonctions clés et les directions opérationnelles ou supports intervenant dans la gestion des risques sont précisés dans les politiques de risques.

Le pilotage du dispositif de suivi des risques est assuré par des comités spécialisés par famille de risques et, au niveau de la Direction Générale par le Comité des Risques :

- **Le Comité des Risques** : sa composition est identique à celle du Comité de Direction ; ses missions sont notamment de valider la politique de gestion des risques, notamment en fixant les limites de risques et en approuvant les mesures de maîtrise des risques et de superviser la gestion des risques majeurs pour Groupama Assurances Mutuelles.
- **Les Comités des Risques Assurance, Financiers et Opérationnels**, qui sont composés des responsables des directions « propriétaires » des risques majeurs relevant des domaines concernés.
- **Le Comité de Gestion du Capital** : composé du Directeur Général Adjoint en charge des activités finances, actuariat, audit et risques, du Directeur audit, risques et conformité, du Directeur des opérations financières et des investissements, du Directeur Financement, du Directeur ALM ainsi que du représentant de la direction internationale en charge du suivi des filiales internationales.

Ces comités de risques interviennent sur le périmètre du Groupe ainsi que sur celui de Groupama Assurances Mutuelles.

Concernant les risques opérationnels, l'entité renseigne l'outil Maitris avec les indicateurs suivants :

- les risques opérationnels et les indicateurs correspondants (semestriellement ou annuellement) ;
- les incidents (à chaque occurrence) ;
- les contrôles permanents (généralement mensuellement).

Parallèlement, l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (chapitre B.3.2.) réalisée par Groupama Assurances Mutuelles conformément à la réglementation, est communiquée aux instances de gouvernance de Groupama Assurances Mutuelles.

B.3.2. Évaluation interne des risques et de la solvabilité

L'objectif de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (dénommée ci-après « ORSA » acronyme de *Own Risks and Solvency Assessment*) est :

- d'analyser et d'évaluer l'ensemble des risques et la situation de solvabilité à court et moyen terme (horizon déterminé par la planification stratégique opérationnelle - PSO) ;
- d'identifier les ressources nécessaires pour faire face à ces risques.

B.3.2.1. Organisation générale des travaux ORSA

Groupama Assurances Mutuelles a élaboré, en cohérence avec la politique Groupe, une politique définissant ses principes en termes d'ORSA. Cette politique ORSA précise notamment le contenu du dossier annuel ORSA qui se compose a minima des éléments suivants :

- l'évaluation des risques auxquels Groupama Assurances Mutuelles est ou pourrait être confrontée, (risque jurisprudentiel, risque émergent, ...) ;

- l'évaluation du respect permanent de Groupama Assurances Mutuelles des exigences réglementaires en termes de solvabilité et de provisions techniques, à horizon du plan d'affaires ;
- l'évaluation de la situation de solvabilité dans des situations adverses ;
- l'évaluation du besoin global de solvabilité, à savoir l'ensemble des moyens nécessaires à Groupama Assurances Mutuelles pour faire face à ses risques et se développer conformément à son plan stratégique et aux marges de sécurité souhaitées par le management.

B.3.2.1.1. Organisation des travaux ORSA au sein du Groupe

En tant qu'organe central, Groupama Assurances Mutuelles a la charge de la politique ORSA du Groupe et des orientations des travaux ORSA du Groupe et des entités.

Dans ce cadre, Groupama Assurances Mutuelles :

- fixe le cadre d'élaboration des travaux ORSA ;
- organise le processus au sein de Groupama Assurances Mutuelles en lien avec les entités ;
- définit les normes et méthodologies de l'ensemble des travaux ;
- prédéfinit les périmètres analysés et les hypothèses qui seront retenues pour les travaux ORSA des entités (situations adverses, calibrages des scénarios, horizon de calcul ...).

Par ailleurs, dans la mesure où les calculs relatifs à la solvabilité mettent en jeu l'ensemble des entités du Groupe (calcul de la valorisation des participations intra Groupe, calcul de l'absorption par l'impôt...), la Direction Financière Groupe réalise un certain nombre de travaux quantitatifs dans le cadre de l'ORSA, qu'elle soumet aux entités et qui comprennent pour les différentes situations retenues (situation centrale, situations stressées, situations prospectives) :

- les éléments bilanciaux dans l'environnement Solvabilité 2 (formation des éléments disponibles, calculs des écarts, calcul de la valeur de portefeuille s'agissant des activités Vie...);
- les exigences en capital par module et sous module de risque.

La Direction Risques Groupe :

- fournit aux entités un cadre structurant d'analyse des risques ;
- échange avec les entités sur la définition des scénarios adverses ;
- met à leur disposition des analyses, des supports « type » et des documents adaptés à leurs particularités, pour faciliter la réalisation de leurs travaux ORSA accompagne les entités dans la réalisation de leur dossier ORSA.

B.3.2.1.2. Rôle et responsabilités des fonctions clés et directions opérationnelles de Groupama Assurances Mutuelles

B.3.2.1.2.1. Périmètre de responsabilité des fonctions clés

- La fonction gestion des risques de Groupama Assurances Mutuelles est responsable :
 - de la coordination et de la déclinaison des travaux ORSA ;
 - du « cycle de vie » du processus ORSA en veillant à ce que le lien soit fait avec les autres processus impliquant les risques et la solvabilité et notamment les activités de gestion du capital décrites en section E ;
 - de la rédaction du rapport ORSA et de la politique ;
 - de son approbation par les instances.

Par ailleurs, cette fonction :

- participe à la définition des scénarios adverses dans les domaines des risques d'assurance, des risques financiers et des risques opérationnels ;
- coordonne l'évaluation des risques au niveau de Groupama Assurances Mutuelles ;

- examine, avec les Directions compétentes, les modalités, hypothèses et résultats des calculs ORSA proposés par Groupama Assurances Mutuelles ou réalisés en interne, avant validation par les instances de l'entreprise.
- La fonction vérification de la conformité veille à ce que les risques de non-conformité soient pris en compte dans les travaux d'évaluation interne des risques et de la solvabilité.
- La fonction actuarielle veille au respect des standards actuariels du Groupe dans ces travaux.

B.3.2.1.2.2. Périmètre de responsabilité des autres directions opérationnelles

Les autres directions de Groupama Assurances Mutuelles sont sollicitées selon la nature des travaux, et notamment :

- la revue de cohérence des éléments de solvabilité produits par Groupama Assurances Mutuelles pour les différentes situations retenues pour l'ORSA (situation centrale, situations stressées, situations prospectives) ;
- la bonne prise en compte de tous les éléments du business plan établi par Groupama Assurances Mutuelles dans les calculs prospectifs ORSA et des risques associés ;
- l'intégration des travaux ORSA dans le processus de planification stratégique ;
- la participation à la détermination des scénarios adverses de risques à partir des cadrages méthodologiques fournis ainsi que l'analyse et l'évaluation des risques dont elles sont propriétaires.

B.3.2.1.3. Organes d'administration, de direction et comités spécialisés

- Le comité de direction générale de Groupama Assurances Mutuelles valide l'ensemble des travaux ORSA avant examen par le Comité d'audit et des risques, comité spécialisé du conseil d'administration, ainsi que les plans d'actions qui seraient nécessaires au regard du niveau de solvabilité de l'entité.
- Le comité d'audit et des risques de Groupama Assurances Mutuelles suit la mise en œuvre de la démarche ORSA, donne un avis sur les principes et hypothèses retenus pour les travaux ORSA et examine le rapport ORSA.
- Le conseil d'administration valide les principes et hypothèses retenus pour les travaux ORSA et approuve le rapport ORSA.

B.3.2.2. Méthodologie d'évaluation des risques et de la solvabilité actuelle et prospective

Conformément à la directive et aux exigences réglementaires de l'ORSA et aux orientations Groupe, Groupama Assurances Mutuelles réalise ses travaux comme suit :

- Analyse et évaluation du profil de risques ;
- Détermination des fonds propres éligibles en vision prospective et/ou en situation adverse ;
- Calcul des exigences de capital réglementaire actuelles et prospectives (horizon de la PSO) ;
- Identification du besoin global de solvabilité (BGS) et des dispositifs d'atténuation des risques existants ou devant être mis en place.

B.3.2.3 Fréquence de réalisation des travaux ORSA et calendrier de son exécution

Le processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité est réalisé au moins annuellement. Les travaux sont exécutés au cours du premier semestre de l'année.

Un processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité peut également être déclenché en cas de changement significatif du profil de risque dans les conditions prévues ci-après. Les principes inhérents à ce processus ad hoc sont similaires à ceux utilisés pour le processus annuel et les éléments entrant dans les calculs sont de même nature.

B.3.3. Gouvernance du modèle interne partiel

Groupama a mis en place un dispositif de gouvernance afin de garantir de manière continue le bon fonctionnement et la bonne utilisation de son modèle interne partiel non-vie. Ce dispositif est formalisé dans la politique groupe du modèle interne partiel, qui décrit en particulier l'ensemble des processus liés aux modifications apportées au modèle et définit quelles sont les modifications mineures et majeures du modèle au sens réglementaire. Il définit également les processus et le cadre de gouvernance nécessaires à la validation indépendante du modèle.

Le dispositif de gouvernance du modèle interne se décline en trois niveaux : le niveau opérationnel, chargé de la conception et de l'utilisation du modèle (niveau 1), le niveau de maîtrise des risques du modèle, qui garantit sa cohérence avec les risques métiers (niveau 2), et le niveau stratégique de gouvernance du modèle, qui fixe les grandes orientations en tant que décisionnaire final (niveau 3).

Au plus haut niveau de la gouvernance, le conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles approuve formellement la politique groupe du modèle interne et valide les modifications majeures du modèle, ainsi que toute demande d'approbation du modèle avant transmission à l'ACPR. Le Comité de direction de Groupama Assurances Mutuelles décide des orientations stratégiques du modèle interne (périmètre et cadre général d'utilisation) et s'assure de l'adéquation des ressources affectées au contrôle et au maintien du modèle.

Deux comités spécialisés sont responsables de la maîtrise des risques du modèle :

- **le Comité groupe du modèle interne**, instance décisionnelle et d'échange entre les différentes directions impliquées ou concernées par le modèle interne, qui a pour missions de faciliter l'intégration opérationnelle du modèle interne dans l'entreprise, de participer à la définition de la gouvernance du modèle interne et d'émettre un avis sur les résultats les plus significatifs de la validation afin de favoriser la bonne appropriation du modèle et la connaissance de ses limites ;
- **le Comité groupe qualité des données** qui pilote la mise en œuvre opérationnelle de la politique de qualité des données groupe et arbitre les projets à engager pour l'amélioration de la qualité des données ; il s'appuie sur une équipe dédiée pour coordonner les actions nécessaires à la bonne application de la politique et mobiliser les responsables de données de chaque entité.

La conception, la documentation et la mise en œuvre du modèle et de ses changements sont confiées à la direction actuariat groupe, qui s'appuie sur les experts métiers de Groupama Assurances Mutuelles, en particulier sur ceux de la direction de la réassurance pour la modélisation des événements catastrophiques.

La validation du modèle est confiée à la direction des risques opérationnels et du contrôle permanent. Elle définit le périmètre et le calendrier des travaux de validation à conduire annuellement, répartit l'ensemble des travaux entre ressources internes indépendantes et ressources externes, établit ou fait établir le plan de validation (type de travaux à réaliser, outils de validation utilisés, liste des tests envisagés), coordonne la remontée des résultats et le partage des rapports de validation. Elle rédige un rapport annuel de synthèse de validation qui a pour objet de donner une vue d'ensemble des travaux effectués. Les principales remarques matérielles relevées sont présentées au Comité groupe du modèle interne, qui est chargé du suivi du plan d'action.

En 2025, il n'y a pas eu d'évolution dans la gouvernance du modèle interne.

B.4. Système de contrôle interne

B.4.1. Description du système de contrôle interne

La mise en place d'un dispositif complet et efficace de contrôle interne constitue pour Groupama Assurances Mutuelles un objectif prioritaire pour renforcer la sécurité des opérations et la maîtrise du résultat, satisfaire les obligations réglementaires actuelles et anticiper les obligations ultérieures, liées notamment au dispositif Solvabilité 2.

Le contrôle interne de Groupama Assurances Mutuelles s'inscrit dans le cadre du contrôle interne Groupe dont l'organisation et les principes sont définis dans la politique de contrôle interne et des politiques connexes.

Le dispositif de contrôle interne de Groupama Assurances Mutuelles se décompose en :

- Un environnement constituant le cadre général permettant à Groupama Assurances Mutuelles de gérer ses risques et définir ses mesures de contrôle ;
- Un ensemble d'outils et procédures relatifs à l'identification, à l'évaluation et au contrôle des risques, et un ensemble organisé de procédures, de reporting visant à permettre à la Direction Générale de connaître en permanence l'évolution de l'exposition aux risques et l'efficacité des mesures de contrôle en place.

Ainsi à l'instar du modèle Groupe, Groupama Assurances Mutuelles tient régulièrement des comités de risques spécialisés et anime la filière des fonctions clés dans les entités.

B.4.2. Mise en œuvre de la Fonction Clé de Vérification de la Conformité

La Fonction Vérification de la Conformité est positionnée au sein de la Direction Risques, Contrôle et Conformité. Elle met en place un dispositif de conformité documenté et adapté aux activités et conforme aux standards du Groupe.

Elle interagit avec les Fonctions Clés de Vérification de la Conformité des entités du Groupe et assure le suivi de la réalisation et de l'efficacité des actions menées localement, notamment en matière de contrôle permanent.

Le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité est l'une des composantes essentielles du contrôle interne organisé au sein du Groupe.

À cet effet, les principaux thèmes et risques couverts par la Conformité sont les suivants :

- La protection de la clientèle et le défaut de conseil ;
- La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- L'éthique et la déontologie / les conflits d'intérêts / la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ainsi que le devoir d'alerte ;
- La fraude interne ;
- La gestion des tiers, y compris en matière de résilience opérationnelle numérique ;
- L'externalisation.

La Conformité Groupe conseille et contrôle, dans le cadre de revues de conformité, la formalisation et la mise en œuvre des règles édictées par les directions fonctionnelles et métiers de Groupama Assurances Mutuelles et formule le cas échéant des recommandations dans ce contexte. Elle a également pour mission la diffusion de la culture et des comportements appropriés en matière de conformité.

Elle rapporte régulièrement des sujets majeurs liés à la conformité au Comité d'Audit et des Risques qui en informe le conseil d'administration (si nécessaire).

La politique de Conformité Groupe, validée par le conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles, s'applique à l'ensemble des entreprises composant le Groupe Groupama tant en France qu'à l'International, dans le respect des règles de proportionnalité telles que prévues par la Directive 2009/138/CE, et ce qu'elles soient assujetties ou non à Solvabilité 2.

B.5. Fonction d'audit interne

B.5.1. Principes d'intervention de la fonction audit interne

La fonction d'audit interne est mise en œuvre selon les principes d'intervention suivants :

- Le plan de mission de l'audit est élaboré à partir (i) du rythme des audits périodiques (ii) d'entretiens avec les principaux responsables d'activité, (iii) d'une analyse de la cartographie des risques groupe en lien avec la fonction clé Gestion des Risques (iv) de l'évolution de l'environnement ou de l'actualité et (v) des demandes de la Direction Générale et des échanges avec le Comité d'Audit et des Risques de GMA.

- Le plan d'audit annuel est validé par la Direction Générale de Groupama Assurances Mutuelles puis présenté au Comité d'Audit et des Risques avant d'être soumis à l'approbation du conseil d'administration.
- La direction générale de GMA peut seule décider du lancement effectif d'une mission. Elle dispose de la prérogative de modifier le plan de mission et de lancer une mission non prévue dans le plan annuel.
- La responsabilité de définir les modalités d'intervention et la conduite des missions au regard du sujet traité relève du directeur de l'Audit Général Groupe, sous réserve de l'autorité du dirigeant effectif, dans le respect du cadre déontologique et des lois et règlements et en tenant compte des contraintes réelles des audités.
- L'audit a librement accès à tous les documents nécessaires à l'exécution de sa mission. Ces informations doivent lui être communiquées dans des délais à la fois raisonnables et compatibles avec la bonne exécution de sa mission. La confidentialité des données ou le secret bancaire ne peuvent être opposés aux auditeurs. En cas d'obstruction, la Direction Générale de GMA serait alertée.
- Avant diffusion du rapport, les audités reçoivent communication du projet, qui leur ouvre droit de réponse dans le cadre d'une procédure contradictoire.
- La mission d'audit se conclut par l'émission d'un rapport définitif et d'une note de synthèse destinés à la direction générale de GMA, au membre du Comité de Direction Générale responsable du pôle concerné et au(x) dirigeant(s) de l'Entreprise auditée. Une synthèse de ces documents est présentée au comité d'audit et des risques de GMA.
- L'Audit Général Groupe remet son rapport et présente ses conclusions définitives au dirigeant de l'Entreprise auditée.
- Ces rapports ne peuvent être diffusés à des tiers, sans l'accord du directeur de l'Audit Groupe de Groupama Assurances Mutuelles.
- Les conclusions de l'audit s'accompagnent de recommandations à mettre en œuvre par l'Entreprise auditée afin de se mettre en conformité avec les standards du Groupe et de réduire les éventuels risques identifiés lors de l'audit.
- Ces recommandations sont discutées et validées après débat contradictoire entre l'Audit Général Groupe et la direction générale de l'Entreprise ;
- Elles sont catégorisées en fonction de leur criticité pour le Groupe et comportent des échéances de mise en œuvre.
- Un suivi trimestriel sur le niveau d'avancement des recommandations est produit par l'entité auditée à destination de la Direction de l'Audit Général Groupe et à son Comité d'Audit et des Risques.

L'audit général Groupe de Groupama Assurances Mutuelles assure, en tant que direction centrale du Groupe, et au-delà de ses missions d'information de la direction générale de Groupama Assurances Mutuelles :

- un rôle de conseil fonctionnel sur l'organisation des équipes d'Audit et l'élaboration des plans d'audit,
- un rôle de définition et d'homogénéisation des procédures et méthodes d'audit interne applicables à l'ensemble des entreprises du groupe,
- l'animation et la coordination de la fonction d'audit,
- l'impulsion, l'animation et le suivi des thèmes d'intérêt commun de la fonction d'audit.

La direction de l'Audit Général Groupe doit prendre connaissance des recommandations détaillées des commissaires aux comptes, soit directement, soit par l'intermédiaire des dirigeants des entités auditées ou de la direction financière du groupe.

L'audit général Groupe de Groupama Assurances Mutuelles peut par ailleurs être saisi directement de certaines questions par les dirigeants et/ou les responsables des audits internes des entreprises décentralisées.

Enfin, il coordonne des missions transverses d'audit des processus, en déléguant aux audits internes d'entités les entretiens, sondages et tests dans le cadre d'un plan d'audit prédéfini, dont les conclusions sont ensuite synthétisées pour le groupe dans un rapport transverse qui permet d'établir des recommandations stratégiques d'ordre général, de mettre à niveau les entités et de diffuser les bonnes pratiques.

B.5.2. Principes d'exercice de la fonction audit interne

▪ **Indépendance et secret professionnel**

L'audit interne n'assume aucune responsabilité directe, ni aucun pouvoir sur les activités auditées.

Afin de garantir l'autonomie du responsable de fonction clé Audit Interne Groupe, ce dernier est placé sous l'autorité du directeur général adjoint en charge de la DFAAR, dirigeant effectif, auquel il rend compte directement de ses activités.

Tous les auditeurs sont soumis au secret professionnel concernant les informations qu'ils collectent à l'occasion de leurs missions ainsi que leurs conclusions.

▪ **Prévention des conflits d'intérêts**

La responsabilité de l'audit peut être cumulée avec d'autres fonctions dans le respect des conditions posées par l'article 271 du règlement délégué (UE) 2015/35 pour ce qui concerne les Entités.

B.6. Fonction actuarielle

B.6.1. Les missions de la fonction actuarielle

La fonction actuarielle est exercée conformément aux exigences de la directive Solvabilité II et des dispositions réglementaires qui en découlent. Elle contribue de manière indépendante et objective à la bonne gouvernance de la société, en apportant à la Direction générale et aux organes de gouvernance une expertise actuarielle sur les engagements techniques et la maîtrise des risques.

À ce titre, la fonction actuarielle a notamment pour missions principales :

- La coordination et la supervision du calcul des provisions techniques, en s'assurant de l'adéquation des méthodes, des hypothèses et des données utilisées, ainsi que de la conformité aux exigences réglementaires et aux normes internes ;
- L'émission d'un avis sur la politique globale de souscription, en appréciant la cohérence entre la tarification, les hypothèses techniques retenues et l'expérience de sinistralité observée ;
- L'émission d'un avis sur l'adéquation des dispositifs de réassurance, notamment au regard du profil de risque de la société, de son appétence au risque et de sa solvabilité;
- La contribution au dispositif de gestion des risques, en particulier dans le cadre de l'ORSA, par l'analyse prospective des engagements, des résultats techniques et de la sensibilité aux principaux facteurs de risque ;
- La production d'un rapport annuel de la fonction actuarielle, présenté au Conseil au Comité d'audit et des risques de GMA, et soumis à l'approbation du Conseil d'administration de GMA.

La fonction actuarielle veille également à l'identification et à la communication de toute insuffisance significative constatée dans les processus, les données ou les hypothèses utilisées.

La Fonction actuarielle se positionne en contrôle de seconde ligne.

B.6.2. Organisation générale de la fonction actuarielle

La mise en œuvre de la fonction actuarielle est assurée par le Directeur de l'Actuariat Groupe et la Direction Actuariat Groupe.

La fonction actuarielle est organisée de manière à garantir son indépendance, tout en s'appuyant sur une collaboration étroite avec les fonctions clés (gestion des risques, conformité, audit interne) et les directions opérationnelles concernées.

Elle couvre l'ensemble des périmètres techniques de la société, en particulier le provisionnement, la souscription et la réassurance.

B.6.2.1. Provisionnement

Dans le domaine du provisionnement, la fonction actuarielle :

- Coordonne les travaux de calcul des provisions techniques, y compris la meilleure estimation (Best Estimate) et la marge de risque ;
- Valide les méthodologies actuarielle et financière utilisées, notamment les modèles de projection des flux, les hypothèses de sinistralité, de fréquence et de coût moyen, ainsi que les hypothèses économiques;
- Évalue la qualité, l'exhaustivité et la pertinence des données utilisées dans les calculs, en lien avec les équipes en charge des systèmes d'information et de la production comptable ;
- Analyse les écarts entre les estimations passées et l'expérience réalisée (analyses de backtesting) et en tire les enseignements nécessaires pour l'amélioration continue des méthodes.
- La fonction actuarielle émet un avis formalisé sur le caractère approprié et prudent des provisions techniques, lequel est intégré au processus de clôture et de reporting réglementaire.

B.6.2.2. Souscription

En matière de souscription, la fonction actuarielle intervient en appui et en supervision des dispositifs existants, sans se substituer aux responsabilités opérationnelles.

À ce titre, elle :

- Analyse la cohérence des politiques de souscription avec la stratégie globale, le profil de risque et les objectifs de rentabilité de la société ;
- Évalue l'adéquation des hypothèses techniques utilisées pour la tarification avec l'expérience de sinistralité observée ;
- Contribue à l'analyse de la rentabilité des portefeuilles, par segment de risque ou de produit, et à l'identification des dérives éventuelles ;
- Émet un avis indépendant sur les évolutions significatives des règles de souscription ou des grilles tarifaires.

Ces travaux permettent de s'assurer que la politique de souscription reste compatible avec les engagements techniques et la capacité de la société à honorer ses obligations.

B.6.2.3. Réassurance

Concernant la réassurance, la fonction actuarielle joue un rôle clé d'analyse et d'évaluation des dispositifs mis en place.

Elle :

- Émet un avis sur la politique de réassurance et sur la structure des programmes (traités proportionnels, non proportionnels, couvertures catastrophes, etc.) ;
- Analyse l'impact de la réassurance sur le profil de risque, les résultats techniques et la solvabilité de la société ;
- Évalue la cohérence entre les programmes de réassurance et l'appétence au risque définie et les scénarios étudiés dans le cadre de l'ORSA ;
- Contribue à l'analyse coût/bénéfice des couvertures de réassurance, en tenant compte des conditions de marché.

La fonction actuarielle s'assure que les dispositifs de réassurance constituent un outil efficace de maîtrise des risques et de protection du bilan.

B.7. Sous-traitance

B.7.1. Objectifs de la politique de sous-traitance

Les politiques de Groupama Assurances Mutuelles en matière d'externalisation des activités, de risque Cyber en lien avec la directive DORA ou fonctions opérationnelles, notamment celles qualifiées d'importantes ou critiques, ont pour objet de préciser les règles et modalités d'application en matière de sélection du prestataire (évaluation des risques), de mise en place, de maîtrise, de suivi et de contrôle des prestations sous-traitées, en tenant compte de l'enjeu propre à chaque prestation (volumes, risques).

Les opérations confiées à des tiers doivent présenter le même niveau de maîtrise des risques et de qualité de service que les opérations traitées en interne.

B.7.2. Prestataires importants ou critiques internes

La Prestation est qualifiée d'externalisation par Groupama Assurances Mutuelles lorsqu'elle répond aux critères cumulatifs suivants :

- L'activité confiée est une activité que l'entité exécute déjà ou exécuterait autrement par elle-même (par exemple, sont exclues les activités exigeant un agrément dont ne dispose pas l'entité, l'activité exécutée par un tiers en vertu de la loi, ...).
- L'activité confiée est en lien direct avec le cœur de métier de Groupama Assurances Mutuelles, ce pour quoi l'entité a été constituée et qu'autorise son agrément, ou constitue une activité de support ou est exigée par la loi, ou est essentielle à la réalisation de son cœur de métier.

Dès lors, en cas de prestation qualifiée d'externalisation, Groupama Assurances Mutuelles, doit vérifier si elle est importante ou critique suivant la Procédure de qualification PIC.

Une vigilance particulière est déployée pour les prestations de services numériques et de données fournies de manière permanente par l'intermédiaire des systèmes de Technologie, de l'information et de la Communication (TIC) à un ou plusieurs utilisateurs internes ou externes.

La procédure de qualification PIC consiste :

- à évaluer le niveau de criticité de l'externalisation, au cas par cas, au regard de critères quantitatifs et qualitatifs. A partir d'un certain niveau de criticité, fixé comme seuil de matérialité, l'externalisation est considérée comme prestation importante ou critique (PIC).
- à qualifier les prestations informatiques puis le niveau de criticité au regard du risque cyber, au cas par cas, au regard de divers critères de sécurité informatique du groupe.

La direction conformité accompagne les organismes d'assurance du groupe dans la qualification des PIC et a mis en place une grille d'évaluation partagée avec lesdites entités. La direction juridique Groupe, accompagne également les organismes d'assurance du groupe dans la contractualisation des PIC et la mise à disposition de clausiers répondant aux exigences de la directive S2 notamment.

Les principaux PICs de GMA dans les relations intra-groupes, sont :

- GIE G2S : La gestion des services informatiques et logistiques est largement centralisée dans le GIE G2S, qui constitue un PIC pour toutes les entités du groupe ;
- Groupama Asset Management : Les services de gestion d'actifs sont assurés par Groupama Asset Management, également PIC pour la plupart des entités du Groupe.

On peut noter que la centralisation des achats informatiques et logistiques auprès du GIE G2S permet de concentrer le suivi et la maîtrise de ces prestations aux mains d'une équipe centralisée et compétente, qui organise les relations du groupe avec les grands opérateurs systémiques de technologie de l'information et de la communication.

LISTE DES PRESTATAIRES IMPORTANTS OU CRITIQUES INTERNES AU 31 DECEMBRE 2025

Nom du prestataire	Pays	Description de l'activité déléguée :
Groupama Asset Management	France	Gestion sous-mandat de portefeuilles d'actifs cotés pour le compte de Groupama Assurances Mutuelles
Groupama Immobilier	France	Gestion immobilière patrimoniale et locative pour le compte de Groupama Assurances Mutuelles
Groupama Supports et Services	France	Prestations informatiques, logistiques et achats

B.7.3. Prestataires importants ou critiques externes

La direction conformité est en charge de la qualification des PIC externes. Ces qualifications sont réalisées via une grille d'évaluation. La direction juridique Groupe, accompagne également dans la contractualisation des PIC et la mise à disposition de clausiers répondant aux exigences de la directive S2 notamment.

En externe, aucune qualification PIC n'a été réalisée par GMA.

B.8. Autres informations

Néant.

C. PROFIL DE RISQUE

C.1. Risque de souscription

C.1.1. Exposition au risque de souscription

C.1.1.1. Mesures d'identification et d'évaluation des risques

L'identification et l'évaluation des risques de souscription s'inscrivent dans le dispositif de gestion des risques décrit dans la section B.3.1.

Les risques de souscription relèvent des catégories suivantes conformes à la classification Solvabilité 2 :

- **Risques de souscription vie (ou assimilables à la vie) :**
 - Risque de mortalité : Risque d'augmentation des provisions techniques dû à une augmentation du taux de mortalité.
 - Risque de longévité : Risque d'augmentation des provisions techniques dû à une baisse du taux de mortalité.
 - Risque d'invalidité : Risque d'augmentation des provisions techniques dû à une détérioration de l'état de santé des assurés.
 - Risque de rachats : Risque engendré par la variation des taux de rachat, de résiliation, de réduction.
 - Risque de frais : Risque engendré par la variation des frais de gestion des contrats d'assurance.
 - Risque de révision : Risque engendré par la révision du montant des rentes.
 - Risque catastrophe : Risque engendré par les événements extrêmes qui ne sont pas appréhendés dans les sous risques précédents.

- **Risques de souscription non-vie (ou assimilables à la non-vie) :**
 - Risque de primes correspondant au risque que les montants des charges (sinistres et frais) liées aux sinistres qui surviendront dans le futur soient plus élevés que cela n'avait été anticipé dans les tarifs.
 - Risque de réserve correspondant à la survenance d'une réévaluation à la hausse du montant des provisions de sinistres ou d'un changement défavorable entre le montant réel des règlements de sinistres et l'estimation qui peut en être faite dans les provisions.
 - Risque catastrophe correspondant aux événements extrêmes ou exceptionnels, qui ne sont pas appréhendés par le risque de primes.
 - Risque de rachats sur les contrats Non-Vie intégrant une clause de reconduction annuelle et unilatérale pour l'assuré ou une option permettant de terminer le contrat avant la fin prévue.

Pour chaque catégorie de risques cités ci-avant, le ou les principaux risques sont identifiés.

L'évaluation des risques quantifiables ainsi identifiés est effectuée selon la méthodologie qui s'appuie sur une approche multiple (les calculs de la formule standard mesurent la perte correspondant à la survenance des risques avec une probabilité de 1/200 ans, simulations de situations adverses élaborées pour les risques *a priori* les plus importants, analyses diverses ou à dire d'experts, etc.).

C.1.1.2. Description des risques importants

Compte tenu de son activité de réassurance :

- la majeure partie des primes acquises nettes de Groupama Assurances Mutuelles provient des cessions en réassurance effectuées par les Caisses Régionales dans le cadre du RGR (majoritairement en Incendie

& autres dommages aux biens, Santé et Automobile). Ces primes incluent celles en affaires directes de la Caisse Régionale Groupama Antilles Guyane substituée par Groupama Assurances Mutuelles dans la représentation de ses opérations,

- le complément est constitué d'acceptations en provenance des filiales du groupe (notamment Gan Assurances et les filiales internationales) et de quelques pools professionnels (Gareat, Assuratome...) et de quelques acceptations marchés correspondant à des partenariats.

Le profil de risques de Groupama Assurances Mutuelles peut être appréhendé à travers les engagements de primes acceptées tels que présentés en annexe 2.

Les réserves de sinistres, quant à elles résultent :

- en très grande majorité des cessions en réassurance non proportionnelle des Caisses Régionales sur les branches RC automobile et RC générale ainsi que des rentes issues des contrats non-vie (Assurances de personnes, Droit commun, RC générale, etc.) ;
- des cessions des filiales du groupe ;
- le reste étant les pools de réassurance et des acceptations hors groupe.

Les engagements de Groupama Assurances Mutuelles en termes de provision sont détaillés en annexes 3 et 4.

Les dispositifs d'atténuation de ces risques sont présentés au § C.1.3.

Au cours de l'exercice 2025, Groupama Assurances Mutuelles n'a pas connu d'évolution majeure de son profil de risque.

C.1.2. Concentration du risque de souscription

Les primes acquises nettes de Groupama Assurances Mutuelles proviennent majoritairement des cessions de réassurance effectuées par les entités du groupe. Ainsi Groupama Assurances Mutuelles bénéficie de la diversification entre les métiers, les marchés et les zones géographiques et des pratiques prudentes de souscription et de gestion de portefeuille mises en place dans les entités du groupe (*cf.* B.3.1.1).

Le risque de se trouver confronté, lors d'un sinistre, à une concentration de risques et donc à un cumul des indemnités à payer, reste néanmoins une préoccupation majeure de Groupama Assurances Mutuelles.

Les procédures d'identification de risques de cumuls et le dispositif de maîtrise font l'objet d'un suivi semestriel dans le cadre de la procédure des Risques Majeurs.

Les couvertures de réassurance sont déterminées au regard de ces expositions et protègent Groupama Assurances Mutuelles contre les risques de concentration. Ces protections sont détaillées ci-après.

C.1.3. Techniques d'atténuation du risque de souscription

Le dispositif d'atténuation des risques d'assurance de Groupama Assurances Mutuelles se compose :

- d'un ensemble de principes et de règles en termes de souscription et de provisionnement mis en place au sein des entités
- d'un dispositif de réassurance interne et externe.

C.1.3.1. La politique de souscription et de provisionnement

Les principes de gestion des risques de souscription sont formalisés dans la politique de souscription et de provisionnement du Groupe approuvée par le conseil d'administration de Groupama Assurances Mutuelles.

Elle précise notamment par domaine d'assurance :

- les règles de souscription,
- le suivi du portefeuille et de l'adéquation des niveaux tarifaires,

- les actions de prévention,
- les règles de gestion des sinistres,
- les normes de provisionnement.

Les délégations de pouvoir en souscription sont définies au sein des entités. Les risques sont acceptés ou refusés à chaque niveau de délégation en se fondant sur les guides de souscription, qui intègrent les règles techniques et commerciales du Groupe. L'activité de souscription est notamment sécurisée par une procédure de contrôle croisé entre gestionnaires et par un contrôle intégré exercé de façon implicite par le système informatique.

Enfin, l'identification, l'évaluation, le suivi régulier et la définition des plans d'actions relatifs aux risques majeurs complètent ce dispositif de maîtrise des risques assurance.

▪ **Règles de souscription, limites de garanties et exclusions**

Les conditions de souscription, qui comprennent la définition des limites de garanties, les exclusions et les modalités de co-souscription, sont clairement définies à chaque conception de produit ou évolution significative de produit existant dans le cadre du processus type conduit par le Groupe.

Par ailleurs, en cours de vie du produit, ces conditions sont régulièrement revues par les Directions Métiers de Groupama Assurances Mutuelles pour tenir compte de l'évolution de l'environnement et des expositions du Groupe et de l'entité. Un processus similaire peut être conduit localement au sein des filiales France s'agissant des produits IARD n'entrant pas dans le champ communautaire, dans le respect des orientations définies par le Groupe.

Les risques à souscrire et à exclure, et les règles à respecter dépendent des types de métiers et de marchés concernés.

▪ **Prévention**

Groupama a été précurseur, il y a plus de 50 ans, dans le domaine de la prévention des risques. Il est particulièrement actif sur certains risques, et notamment :

- les risques agricoles, cœur de cible historique, avec des actions de prévention opérationnelles directement liées aux garanties souscrites,
- les risques automobiles via le réseau des centres Centaure (12 centres de formation à la conduite) et les opérations « 10 de conduite Jeunes » menées par les caisses régionales en collaboration avec la Gendarmerie, Renault et Total dans les collèges et les lycées,
- les risques MRH avec la proposition de boîtiers de télésurveillance connectés permettant la détection d'intrusions, d'incendies, les opérations de vérification d'extincteurs, etc.,
- les risques d'entreprises et des collectivités via des audits et des recommandations, voire l'imposition de mesures de prévention par un réseau propre de préventeurs,
- les risques liés aux intempéries : mise à disposition des communes assurées, et éventuellement des assurés particuliers, d'informations permettant d'anticiper et de faire face à ces risques,
- les risques liés à la santé grâce à de nombreuses prestations, à un site internet dédié à l'alimentation, et à l'organisation régulière d'événements animés par des experts sur des thématiques de santé.

▪ **Gestion du risque de cumul**

L'identification du risque de cumuls se fait périodiquement dans le cadre de la gestion du portefeuille en cours. Les procédures en vigueur relatives à la gestion des cumuls en portefeuille concernent :

- les inventaires d'engagements par site pour les risques agroalimentaires, risques industriels, collectivités publiques, risques professionnels ;

- les inventaires d'engagements en risques tempête sur bâtiments, serres, et forêts des portefeuilles, qui servent de base au calcul de l'exposition de ces portefeuilles aux risques tempête ;
- les risques de conflagration et d'attentats.

Les procédures de souscription applicables à certaines catégories de risques participent également à la maîtrise des cumuls lors de la souscription. Ces procédures portent sur la vérification des cumuls géographiques, lors de la souscription de risques Dommages importants, par un contrôle sur les 10 premiers points d'accumulation du Groupe.

▪ Règles de gestion des sinistres et d'évaluation des provisions

Groupama Assurances Mutuelles constitue ses provisions conformément à la réglementation et utilise une méthodologie définie par le Groupe permettant de mesurer et maintenir un niveau de prudence dans ses provisions pour chacune des branches. Ces éléments sont détaillés en section D.

C.1.3.2. La réassurance

Groupama Assurances Mutuelles a mis en place un dispositif d'atténuation des risques d'assurance via des programmes de réassurance externe, pour notamment les risques à fort aléa ; ce dispositif de réassurance, qui fait l'objet d'un suivi annuel, est construit de manière à ce que la rétention de Groupama Assurances Mutuelles en cas de survenance d'un sinistre ou d'un événement naturel soit limitée (avec un référentiel d'une probabilité de survenance équivalente à une fois tous les 10 ans, seuil qui peut être amendé dans la déclinaison opérationnelle en fonction d'une analyse coût bénéfice selon les branches et les conditions de marché de la réassurance) et, que le plafond de couverture pour les événements naturels protège Groupama Assurances Mutuelles contre la survenance d'événements bicentennaires (protections verticales).

Les grands axes de la politique de cession de Groupama Assurances Mutuelles peuvent se décliner comme suit :

- Prendre en compte l'appétit aux risques du Groupe et des entités,
- Utiliser la réassurance comme outil de protection des fonds propres et des résultats opérationnels comme une source d'expertise technique, notamment dans des branches spécialisées,
- Adapter le niveau des protections au niveau du sinistre potentiel,
- Vérifier la bonne adéquation des protections avec les risques souscrits,
- Optimiser les protections grâce à l'utilisation de capacités internes,
- S'assurer de la bonne solvabilité des réassureurs de Groupama Assurances Mutuelles,
- Choisir des réassureurs apériteurs reconnus,
- Limiter le recours aux cessions facultatives,
- Faire appel à des courtiers en réassurance en fonction de leur réelle valeur ajoutée.

C.1.4. Sensibilité au risque de souscription

La sensibilité au risque de souscription doit être appréhendée en priorité sur les risques considérés comme de première importance pour le profil de risques de Groupama Assurances Mutuelles pour vérifier sa capacité de résistance aux risques les plus importants.

Compte tenu de son profil de risques, Groupama Assurances Mutuelles s'est donc attachée, dans le cadre de ses études d'impact, à analyser les zones de risques les plus significatives au sein du portefeuille des filiales dans le cadre de la procédure des risques majeurs.

C.2. Risque de marché

C.2.1. Exposition au risque de marché

Le tableau ci-après présente les expositions au risque de marché de Groupama Assurances Mutuelles à la clôture de l'exercice :

Catégorie d'instrument financier	31/12/2025 (en K€)
Obligations	2 501 223
Actions	11 253 836
Organismes de placement collectif	1 236 747
Trésorerie et dépôts	46 496
Immobilisations corporelles	723 056
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	-
Produits dérivés actifs et passifs	- 2 008
Autres	988 178
Total	16 747 528

Le poste Autres comprend des prêts, principalement intra groupe, pour un montant de 953M€, Groupama Assurances Mutuelles n'a pas transféré de risques à des véhicules de titrisation.

Les expositions au risque de marché découlant de positions hors-bilan concernent principalement des titres nantis au profit des cédantes (441 M€) et des titres reçus en nantissement de la part des réassureurs (725 M€).

Hors intragroupe, les actifs ont été investis conformément au principe de la personne prudente avec notamment :

- un dispositif de suivi des risques évalués selon plusieurs critères (résultats, impacts sur la solvabilité) et prenant en compte différents scénarios ;
- une gouvernance pour valider la stratégie et suivre son exécution.

C.2.1.1. Évaluation des risques de marché

C.2.1.1.1. Mesures d'évaluation

Les méthodologies d'identification et de mesure des risques sont décrites au paragraphe B.3.1.2.

C.2.1.1.2. Liste des risques importants

La décomposition des exigences en capital présentée au paragraphe E.2.1 montre le poids du risque de marché sur le SCR de base (environ 67% hors effets de diversification). Il constitue le 1er risque par ordre d'importance. Ces exigences en capital sont très majoritairement engendrées par l'activité de holding de détention des filiales du groupe. Ainsi le risque actions de type 2 est la composante la plus importante.

C.2.2. Concentration du risque de marché

L'exigence de capital requise au titre du risque de concentration n'est pas significative (moins de 1% du BSCR).

C.2.3. Techniques d'atténuation du risque de marché

Compte tenu de son activité de holding, les techniques d'atténuation du risque de marché ne sont pas opérantes au sein de Groupama Assurances Mutuelles. Ces techniques, pour être opérantes, sont situées au niveau des filiales notamment via des stratégies de diversification, les dispositifs de limites de risques à l'actif et les stratégies de couverture.

C.2.4. Sensibilité au risque de marché

Des analyses de sensibilité ont été menées sur les classes d'actifs suivantes :

- actions,
- immobilier,
- actifs de taux.

Ces analyses sont répercutées chez Groupama Assurances Mutuelles via la valorisation des filiales (Adjusted Equity Method) et permettent d'encadrer des situations de marchés adverses, de type et d'intensité divers.

Les méthodologies de calcul qui ont été appliquées sont les suivantes :

- les fonds propres sociaux et plus ou moins-values latentes du 31/12/2025 sont impactés de l'application directe des stress-tests sur le portefeuille de l'entité et sur les titres intragroupe détenus par l'entité.
- les autres postes constitutifs des fonds propres Solvabilité 2 de l'entité sont conservés ;
- les exigences en capital relatives aux risques de marché sont recalculées en fonction de l'évolution des valeurs de marché des actifs de l'entité post stress ;
- les exigences en capital des autres modules sont recalculées dès lors que l'impact des stress tests est supposé significatif sur celles-ci ;
- le coefficient d'ajustement de volatilité (VA) est recalculé dans le cas des scénarios prenant en compte des évolutions défavorables des spreads ;
- la capacité d'absorption des exigences en capital par l'impôt est mise à jour après application des stress-tests à partir du nouveau stock d'impôts différés au bilan ;
- les fonds propres Solvabilité 2 sont classés par *Tier* en fonction de leur qualité et les règles d'écrêtement recalculées avec le SCR post stress.

C.3. Risque de crédit

C.3.1. Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte que pourrait entraîner le défaut des contreparties ou de tout débiteur auquel les entreprises d'assurance et de réassurance sont exposées sous forme de risque de contrepartie. Il correspond aux risques du module « contrepartie » de la formule standard.

Il relève des catégories suivantes conformes à la classification Solvabilité 2 :

- Risque de défaut des réassureurs,

- Risque de défaut des banques en tant que dépositaires des comptes,
- Risque de défaut de tout débiteur autre que ceux-ci-dessus mentionnés, notamment au titre des montants à recevoir des intermédiaires et des créances sur les preneurs.

Le risque relatif à la dégradation de la qualité de crédit et, à l'extrême au défaut, d'émetteurs de valeurs mobilières est traité dans le risque de marché.

▪ **Risque de défaillance des réassureurs**

Le risque de défaillance ne se matérialise le plus souvent qu'après la survenance d'un sinistre ou d'une série de sinistres susceptibles de déclencher une procédure de récupération auprès d'un ou plusieurs réassureurs.

Pour atteindre des montants susceptibles de mettre en péril la pérennité d'un ou plusieurs réassureurs importants, il est vraisemblable que le ou les événements en cause auraient simultanément un impact significatif sur les marchés financiers (les attentats du 11 septembre 2001 et le crash boursier qui a suivi, illustrent le phénomène). Il convient toutefois de souligner que ni ces événements, ni la crise financière de 2008 n'ont entraîné de défaillance parmi les réassureurs du groupe.

C.3.2. Concentration du risque de crédit

Groupama Assurances Mutuelles veille tout particulièrement à la diversification de ses contreparties externes de réassurance et à la mise en place de sûretés avec ses contreparties (*cf.* détail au paragraphe C.3.3).

C.3.3. Techniques d'atténuation du risque de crédit

▪ **Risque défaillance des réassureurs**

La cession consistant à transférer sur le réassureur une partie des risques acceptés par la cédante, la qualité des réassureurs doit être régulièrement examinée pour contrôler et limiter le risque de crédit sur les tiers réassureurs. Groupama Assurances Mutuelles veille à la qualité de ses réassureurs (96% des capacités du programme Tempête France 2026 sont souscrites auprès de réassureurs notés au moins A, et environ 79% notés au moins A+) et à la diversification de ses contreparties.

Groupama Assurances Mutuelles réduit également son risque de crédit par l'existence de nantissements sur plusieurs protections groupe et particulièrement sur les branches à déroulement long. Les couvertures de réassurance sont structurées et placées chaque année pour des durées annuelles ou pluriannuelles auprès de réassureurs externes. Les protections sont définies pour couvrir des événements de périodes de retour 1/200 ans et les niveaux de conservation définis au regard des capacités financières du Groupe et des entités.

C.3.4. Sensibilité au risque de crédit

La dispersion et la qualité des contreparties de réassurance et les mécanismes de collatéralisation mis en place rendent Groupama Assurances Mutuelles très peu sensible à ce risque.

C.4. Risque de liquidité

C.4.1. Exposition au risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque de ne pas pouvoir céder des actifs dans des conditions non dégradées en vue d'honorer les engagements financiers de l'entreprise au moment où ceux-ci deviennent exigibles.

Pour Groupama Assurances Mutuelles, le risque de liquidité est essentiellement engendré par le remboursement des dettes contractées par Groupama Assurances Mutuelles et, en cas de sinistralité catastrophique, par les engagements de Groupama Assurances Mutuelles en tant que réassureur interne.

La gestion de ce risque repose sur :

- plusieurs limites de risque, influant sur la composition des actifs de l'entité : minimum de trésorerie et détentions maximales d'actifs à liquidité réduite dans des conditions normales de marché ;
- un indicateur spécifique : le ratio de liquidité auquel sont rattachés plusieurs seuils (tolérance, alerte et cible) définis dans le cadre d'appétence au risque ;

Plus précisément, le ratio de liquidité est suivi via un reporting trimestriel, et correspond :

- au numérateur, à la somme de la trésorerie et des valeurs cotées (actions et obligations) cessibles sans perte ;
- au dénominateur, au total des actifs.

C.4.2. Concentration du risque de liquidité

La trésorerie est principalement gérée à l'aide de plusieurs OPCVM monétaires qui, compte tenu de leurs contraintes d'investissement présentent peu de risques de concentration individuellement. Le fait de répartir cette trésorerie sur plusieurs OPCVM constitue un dispositif de maîtrise de ce risque.

Le suivi des exigences en capital montre l'absence de concentration du risque de liquidité.

C.4.3. Techniques d'atténuation du risque de liquidité

Sur le risque de liquidité porté par les dettes contractées par Groupama Assurances Mutuelles, des opérations de remboursement sont régulièrement menées, assorties de nouvelles émissions avec une stratégie de diversification des porteurs, des intermédiaires, des contreparties, des types de dette et d'étalement des échéances. Enfin, la communication financière régulière permet de maintenir une relation de confiance avec les investisseurs.

En cas de sinistralité exceptionnelle, les sûretés mises en place avec les réassureurs, en plus des contraintes de minimum de trésorerie à détenir permettraient de faire face à des événements catastrophiques et de très grande ampleur.

Par ailleurs, une convention de gestion de trésorerie signée entre Groupama Assurances Mutuelles et ses filiales permet à Groupama Assurances Mutuelles de bénéficier des soldes bancaires créditeurs de ses filiales pour couvrir un solde débiteur infra-trimestriel.

C.4.4. Sensibilité au risque de liquidité

L'expérience accumulée permet d'indiquer que Groupama Assurances Mutuelles est peu sensible à ce risque.

C.4.5. Résultat attendu inclus dans les primes futures

Le bénéfice attendu inclus dans les primes futures est calculé conformément à l'article 260 du règlement délégué n°2015/35. Il est calculé comme la différence entre le montant des provisions techniques avec primes futures et sans primes futures.

Le montant du bénéfice attendu inclus dans les primes futures s'élève à 192,6 M€ au 31 décembre 2025.

C.5. Risque opérationnel

C.5.1. Exposition au risque opérationnel

C.5.1.1. Mesures d'identification et d'évaluation des risques

L'évaluation des risques opérationnels, basée sur une méthodologie groupe reprenant des critères qualitatifs et quantitatifs, a pour objectif d'évaluer et hiérarchiser les risques opérationnels susceptibles d'impacter une activité, une ligne de métier donnée et/ou l'entreprise concernée, dans son ensemble.

Les cartographies des processus, des risques et des dispositifs de maîtrise des risques sont actualisées régulièrement afin de tenir compte :

- des évolutions de l'environnement, des modifications organisationnelles et/ou du développement de nouvelles activités pouvant, par exemple, faire apparaître de nouveaux risques ;
- de l'état d'avancement des plans d'actions visant à renforcer certains dispositifs de maîtrise des risques.

Le principe est d'évaluer a minima annuellement chaque risque opérationnel majeur en tenant compte du dispositif de maîtrise des risques opérationnels. À cet effet, des propriétaires de risques opérationnels sont nommés et en charge de l'évaluation du risque au titre de leur entreprise. La formalisation de cette évaluation se traduit par une note méthodologique et des fiches de risque décrivant des scénarii communs (document normatif groupe). Des risques opérationnels sont identifiés comme majeurs dès lors qu'ils sont susceptibles de générer un impact financier significatif ou que leur survenance entraîne un impact significatif sur l'image de l'entité ou sur la réputation du groupe.

C.5.1.2. Description des risques importants

Compte tenu de la spécificité de son activité (holding et activité opérationnelle de réassurance), le suivi des risques opérationnels de Groupama Assurances Mutuelles est effectué dans le cadre du suivi semestriel des risques majeurs groupe à partir notamment des risques majeurs groupe opérationnels identifiés :

- fraude externe ;
- fraude interne, risque de corruption et de trafic d'influence ;
- défaut de conseil ;
- souscription non conforme ;
- défaut de sécurité des systèmes d'information & cyber risque ;
- lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

C.5.2. Concentration du risque opérationnel

Le risque de défaut de sécurité des systèmes d'information et le cyber risque sont concentrés chez Groupama Support & Services (G2S) opérateur principal du Groupe, et notamment de Groupama Assurances Mutuelles. De ce fait, G2S dispose d'un dispositif de maîtrise de ces risques le plus évolué et abouti au sein du Groupe. C'est également le centre d'expertise du Groupe sur ces risques.

C.5.3. Techniques d'atténuation du risque opérationnel

■ Les stratégies de réduction des risques opérationnels

La réduction des risques opérationnels est définie comme toute action (ou décision de ne pas faire) sciemment prise pour réduire la fréquence, la gravité ou l'imprévisibilité des incidents.

Au sein du groupe, pour la réduction des risques opérationnels, la politique groupe de gestion des risques prévoit la mise en œuvre de dispositifs de maîtrise de risques adaptés à la criticité et l'**appétence** au risque de l'entreprise, notamment par la mise en place de :

- contrôles permanents, comme dispositif de prévention ;
- solution de secours / Plans de Continuité d'Activité (PCA) ;
- sécurisation des Systèmes d'Informations ;
- sécurisation des biens et des personnes.

Ces dispositifs sont déployés chez Groupama Assurances Mutuelles.

▪ **Le dispositif de contrôle permanent**

La définition et la mise en œuvre du dispositif de contrôle permanent sont de la responsabilité des dirigeants et du management, c'est à dire de la direction générale des entreprises et des managers des différentes activités. Les contrôles permanents doivent être positionnés là où le risque peut survenir.

La politique de Contrôle Interne fixe les orientations Groupe en la matière ; elle est applicable directement à Groupama Assurances Mutuelles.

▪ **Le management de la continuité d'activité**

Groupama Assurances Mutuelles met en œuvre le dispositif Groupe de management de la continuité d'activité. La continuité des activités s'inscrit dans une démarche de préservation des entreprises et du Groupe et de protection visant à minimiser les impacts lors de la survenance des incidents. Il s'agit de se préparer et d'anticiper une indisponibilité majeure des ressources de l'entreprise, d'adopter une attitude proactive et de minimiser les risques, autant financiers que juridiques et d'image.

Groupama Assurances Mutuelles a choisi de se préparer à la survenance d'un incident majeur en préparant des plans de continuité d'activité permettant à l'entreprise de fonctionner en mode dégradé en cas de situation de crise majeure sur les 3 scénarii suivants :

- indisponibilité des ressources humaines,
- indisponibilité des locaux d'exploitation,
- défaillance des systèmes informatiques, y compris la téléphonie.

La politique groupe de continuité d'activité fixe les orientations du Groupe en la matière ; elle est applicable à Groupama Assurances Mutuelles.

▪ **La sécurité des systèmes d'information**

La démarche de maîtrise des risques opérationnels s'appuie d'une part sur la mise en œuvre d'une stratégie double, redondance et résilience des sites d'exploitation informatique, et d'autre part sur un dispositif de sécurité des données.

En tant que dispositif de réduction des risques, la démarche consiste à :

- assurer la sécurité des données manipulées en termes de :
 - o disponibilité,
 - o intégrité,
 - o confidentialité,
 - o preuve (traçabilité des actes transformant les données).
- protéger le patrimoine informationnel,
- s'intégrer dans la gestion de crise,
- répondre aux obligations contractuelles vis-à-vis des clients, des prestataires / fournisseurs, ainsi qu'aux obligations réglementaires.

Les principes et dispositions de sécurité des systèmes d'information s'intègrent dans la démarche de contrôle permanent.

La politique groupe de sécurité des systèmes d'information, quant à elle, a pour objectif principal la définition des exigences de sécurité permettant de garantir la continuité des services essentiels, la protection des données et la préservation de l'image de marque du Groupe.

▪ **Autres stratégies**

L'évitement (ou arrêt partiel ou total d'activité) n'est pas une stratégie retenue par le groupe pour ce qui concerne la réduction des risques opérationnels.

Le transfert d'activité entre immeubles d'exploitation ou la sous-traitance peuvent être envisagés mais le tiers prenant en charge l'activité doit garantir un niveau de maîtrise suffisant des risques opérationnels auxquels il doit faire face, en parfaite concordance avec le niveau de maîtrise attendu et la politique groupe de sous-traitance.

C.5.4. Sensibilité au risque opérationnel

La méthodologie d'évaluation des risques opérationnels consiste à estimer de manière prédictive dans un environnement courant pour l'année à venir :

- l'impact de scénarios prédéfinis au travers d'une cotation quantitative ;
- d'une évaluation du risque d'image, si concerné ;
- selon un critère réglementaire et juridique, si concerné ;
- d'une évaluation des éléments de maîtrise des risques pertinents face au risque considéré.

C.6. Autres risques importants

- Risque lié aux technologies de l'information et de la communication (TIC)

Le Groupe Groupama a adapté son cadre de gestion des risques liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) afin d'assurer sa conformité au Règlement (UE) 2022/2554 dit Digital Operational Resilience Act (DORA), applicable depuis le 17 janvier 2025.

- Risques de durabilité

Les risques de durabilité, souvent transversaux peuvent impacter potentiellement le profil de risque du groupe et de Groupama Assurances Mutuelles notamment en raison de plusieurs facteurs :

- accentuation des risques physiques liés au climat sur les portefeuilles dommages, et les risques associés d'impacts sur l'environnement tels que la préservation de la biodiversité, de l'eau...,
- risque de responsabilité et d'image pour le groupe et l'entité en cas de plaintes pour « blanchiment écologique ou social »,
- risque de transition sur les investissements et la politique de gouvernance produits, ceux-ci devant être alignés avec les plans d'actions ou les engagements du Groupe et de ses parties prenantes.

Ces risques de durabilité sont décrits de manière plus détaillée dans le rapport de durabilité qui est intégré dans le rapport de gestion 2025 du groupe. Les entités sont contributrices à l'élaboration de ce rapport de durabilité, ainsi qu'aux travaux de préparation des plans de gestion des risques de transition climatique décrits au paragraphe 3.2 du rapport ORSA « Prise en compte du risque climatique et de durabilité ».

C.7. Autres informations

Néant.

D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Les principes et méthodes de valorisation à des fins de solvabilité du bilan présenté en annexe 1 sont décrits ci-dessous.

D.1. Actifs

D.1.1. Principaux écarts de valorisation sur les actifs entre les normes françaises et le référentiel Solvabilité 2

Les principaux écarts de valorisation sur les actifs entre le bilan valorisé à des fins de solvabilité et le bilan établi en normes françaises concernent les postes bilanciaux suivants :

- Immobilisations corporelles pour usage propre : + 172 044 milliers d'euros relatifs à la valorisation en juste valeur sous Solvabilité 2 et à la constatation d'un actif représentatif du droit d'utilisation des actifs loués en application de la norme IFRS 16 sur les contrats de location.
- Investissements (autres que les actifs en représentation de contrats en unités de compte) : + 3 181 819 milliers d'euros principalement dus à la valorisation en juste valeur sous Solvabilité 2.
- Prêts : - 22 848 milliers d'euros dus à la valorisation en juste valeur sous Solvabilité 2.
- Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance : -556 948 milliers d'euros relatifs à la différence de valorisation entre les deux référentiels.

D.1.2. Goodwill

Les écarts d'acquisition (goodwill) ne sont pas reconnus sous le référentiel Solvabilité 2 et sont donc valorisés à zéro.

D.1.3. Frais d'acquisition différés

Les frais d'acquisition différés ne sont pas reconnus sous le référentiel Solvabilité 2 et sont donc valorisés à zéro.

D.1.4. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les fonds de commerce et les logiciels acquis ou créés.

Les immobilisations incorporelles sont retenues à une valeur nulle dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité. Les immobilisations incorporelles ne peuvent être comptabilisées et valorisées au bilan valorisé à des fins de solvabilité à une valeur autre que zéro que si elles peuvent être vendues séparément et s'il peut être démontré qu'il existe un marché actif pour des immobilisations incorporelles identiques ou similaires. Par prudence, ces immobilisations incorporelles sont valorisées à zéro dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.5. Impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués et comptabilisés conformément à la norme IAS 12.

Les impôts différés sont valorisés en tenant compte :

- du report en avant de crédits d'impôts reportables non utilisés et du report en avant de pertes fiscales non utilisées ;

- des différences temporelles résultant de la différence entre les valeurs des actifs et passifs comptabilisés et valorisés conformément au référentiel Solvabilité 2 et les valeurs fiscales des actifs et passifs.

Tous les passifs d'impôts différés sont pris en compte. En revanche, les impôts différés ne sont activés que s'il est probable qu'ils pourront être imputés sur des bénéfices futurs imposables, en tenant compte par ailleurs de la limitation dans le temps du report en avant des pertes reportables ou des crédits d'impôts non utilisés.

En ce qui concerne les actifs d'impôt différé, ceux-ci sont pris en compte dès lors que leur récupération est considérée comme « plus probable qu'improbable », c'est-à-dire dans le cas où il est probable que suffisamment de bénéfices imposables seront disponibles dans le futur pour compenser les différences temporaires déductibles.

Les actifs et les passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Pour les besoins de la présentation du bilan à des fins de solvabilité, les impôts différés actifs sont compensés avec les impôts différés passifs au niveau de l'entité fiscale.

Au 31 décembre 2025, une position nette d'impôts différés passifs de 359 millions d'euros a été reconnue dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

Dans les comptes sociaux légaux, les impôts différés ne sont pas reconnus, conformément aux dispositions réglementaires comptables de l'Autorité des normes comptables.

D.1.6. Excédent de régime de retraite

Ce poste correspond à l'excédent éventuel en juste valeur des actifs de couverture des régimes de retraite par rapport à la valeur actualisée des engagements de retraite.

D.1.7. Immobilisations corporelles pour usage propre

Les immobilisations corporelles détenues pour usage propre sont principalement constituées d'immeubles d'exploitation et de parts de sociétés immobilières d'exploitation et d'actifs mobiliers d'exploitation. Elles sont également constituées, en application de la norme IFRS 16, pour les contrats de location pris par l'entité en tant que locataire, de l'actif représentatif du droit d'utilisation des actifs loués.

Les immeubles d'exploitation sont valorisés à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité. Cette juste valeur est déterminée sur la base d'une expertise au plus quinquennale et réévaluée annuellement.

Les parts de sociétés immobilières d'exploitation sont valorisées à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité. Cette juste valeur correspond à la valeur de cotation si le titre est coté, et dans le cas contraire, à la valeur déterminée selon la méthode de l'ANR (actif net réévalué).

Il s'agit d'une différence importante avec l'évaluation retenue dans les états financiers légaux dans lesquels les immeubles d'exploitation sont valorisés à leur coût amorti qui correspond au coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et corrigé des éventuelles provisions pour dépréciation.

D.1.8. Investissements (autres que les actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)

D.1.8.1. Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)

Les placements immobiliers sont principalement constitués d'immeubles de placement et de parts de sociétés immobilières de placement.

Les immeubles de placement sont valorisés à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité. La juste valeur est déterminée sur la base d'une expertise au plus quinquennale et réévaluée annuellement.

Les parts de sociétés immobilières de placement sont valorisées à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité. La juste valeur correspond à la valeur de cotation si le titre est coté, et dans le cas contraire, à la valeur déterminée selon la méthode de l'ANR (actif net réévalué).

Il s'agit d'une différence importante avec l'évaluation retenue dans les états financiers légaux dans lesquels les immeubles de placement sont à leur coût amorti qui correspond au coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et corrigé des éventuelles provisions pour dépréciation.

D.1.8.2. Détention dans des entreprises liées, y compris participations

Les détentions non cotées dans des entreprises liées, y compris les participations sont valorisées selon la méthode de mise en équivalence ajustée (« adjusted equity method », AEM).

En raison de l'organigramme du Groupe, les différentes valorisations AEM sont faites dans l'ordre suivant :

- Calcul de l'actif net Solvabilité 2 des entités ne détenant aucune participation intra-groupe ;
- Calcul de l'actif net des entités détenant des participations intra-groupe et étant elles-mêmes considérées comme participations intra-groupe pour d'autres entités.

Deux cas de figure sont possibles :

- Un calcul Solvabilité 2 solo a été effectué au 31 décembre 2025 sur la participation dans une entreprise d'assurance : la valorisation AEM à 100% de cette participation est égale à la valeur de marché des actifs nette de la valeur des engagements, ce qui correspond aux fonds propres Solvabilité 2 de base (hors dettes subordonnées).
- Il n'y a pas eu de calcul Solvabilité 2 solo au 31 décembre 2025 sur la participation : la valorisation AEM à 100% de cette participation est calculée à partir des éléments IFRS (avec retraitement des actifs incorporels éventuels) ou de la valeur de réalisation sociale sur le périmètre des filiales jugées non matérielles (article 214-2-b de la directive Solvabilité 2 2009/138/CE).

L'écart de valorisation avec les états financiers légaux provient du fait que les participations sont valorisées dans les comptes légaux au coût amorti (éventuellement net de provisions pour dépréciation durable) et en juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.8.3. Actions, obligations, organismes de placement collectif, titres structurés et titres garantis

Les actions, obligations, organismes de placement collectif, titres structurés et titres garantis sont valorisés à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

La détermination de la juste valeur repose sur le principe de la hiérarchie des méthodes de valorisation. Lorsqu'il existe un marché actif, la juste valeur de l'instrument correspond à son cours coté. Lorsque le marché n'est pas actif, la juste valeur de l'instrument financier est mesurée par des techniques de valorisation utilisant des données de marché observables lorsque celles-ci sont disponibles ou, lorsque celles-ci ne sont pas disponibles, en ayant recours à des hypothèses qui impliquent une part de jugement.

Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

La détermination du caractère actif ou pas d'un marché s'appuie notamment sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, la forte dispersion des prix disponibles dans le temps et entre les différents intervenants du marché ou le fait que les prix ne correspondent plus à des transactions suffisamment récentes.

L'écart de valorisation pour les actions, obligations, organismes de placement collectif, titres structurés et titres garantis provient du fait que ces actifs sont valorisés au coût amorti (éventuellement net de provisions pour dépréciation durable) dans les comptes sociaux légaux et en juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.9. Produits dérivés

Les produits dérivés sont valorisés à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

La plupart des produits dérivés (swaps de taux, instruments de change à terme) sont valorisés à partir de modèles dits standards utilisant des données observables. Les instruments dérivés complexes tels que les total return swaps sont valorisés à partir de données extrapolées sur la base d'un modèle non standard.

Le risque de défaut de la contrepartie n'est pas pris en compte dans la détermination de la juste valeur des produits dérivés, lorsqu'un mécanisme de collatéralisation visant à garantir les plus ou moins-values latentes a été mis en place entre l'entité et la contrepartie.

Les produits dérivés avec une juste valeur négative figurent au passif du bilan valorisé à des fins de solvabilité.

Les écarts de valorisation sur les produits dérivés proviennent du fait que leur comptabilisation s'inscrit dans le cadre d'une comptabilité de couverture dans les comptes sociaux légaux alors qu'ils sont évalués en juste valeur dans Solvabilité 2.

Groupama Assurances Mutuelles détient deux bonds forwards au 31 décembre 2025 d'un montant notionnel total de 181 M€ et présentant une moins-value latente de 2 M€.

D.1.10. Dépôts autres que les équivalents de trésorerie

Les dépôts autres que ceux assimilés à de la trésorerie sont principalement des dépôts à terme de plus de 3 mois auprès d'établissements de crédit.

D.1.11. Autres investissements

Les autres investissements correspondent principalement aux dépôts et cautionnements valorisés au coût amorti.

D.1.12. Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés

Non applicable.

D.1.13. Prêts et prêts hypothécaires

Les prêts intragroupes dont l'échéance est supérieure à 1 an sont revalorisés par actualisation des flux au taux sans risque augmenté du spread figé à l'émission.

Les autres prêts sont comptabilisés au coût amorti (essentiellement constitués de prêts au personnel).

D.1.14. Avances sur police

Non applicable.

D.1.15. Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance (ou Provisions techniques cédées)

Les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance figurent au bilan valorisé à des fins de solvabilité net d'ajustement pour défaut probable des réassureurs.

Les montants recouvrables au titre de la réassurance avant ajustement pour défaut probable des réassureurs sont calculés par différence entre la meilleure estimation calculée brute et la meilleure estimation après prise en compte des montants recouvrables au titre des contrats de réassurance, sans ajustement pour défaut des réassureurs. La méthodologie de calcul de la meilleure estimation est décrite à la partie D.2.1.

D.1.16. Autres actifs

D.1.16.1. Dépôts auprès des cédantes

Les dépôts auprès des cédantes correspondent au cash déposé chez les cédantes dans le cadre des activités de réassurance acceptée.

D.1.16.2. Créances nées d'opérations d'assurance

Les créances nées d'opérations d'assurance (affaires directes) correspondent aux montants dus par les assurés, les intermédiaires d'assurance, les coassureurs, les autres assureurs, et autres tiers liés à l'activité d'assurance. Les créances nées d'opérations d'assurance sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.16.3. Créances nées d'opérations de réassurance

Les créances nées d'opérations de réassurance correspondent aux montants dus par les réassureurs et liés à l'activité de réassurance, autres que les provisions techniques cédées. Il s'agit notamment des créances vis-à-vis des réassureurs, relatives aux sinistres réglés aux assurés ou aux bénéficiaires.

Les créances nées d'opérations de réassurance sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.16.4. Autres créances (hors assurance)

Les autres créances correspondent principalement aux montants dus par les débiteurs hors assurance (Etat, organismes sociaux, personnel, comptes courants avec une filiale du Groupe, etc.).

Les autres créances sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.16.5. Actions auto-détenues

Non applicable.

D.1.16.6. Instruments de fonds propres appelés et non payés

Non applicable.

D.1.16.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie (dépôts inférieurs à 3 mois) correspondent principalement aux soldes débiteurs des comptes bancaires.

D.1.16.8. Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus

Ce poste correspond dans les comptes statutaires essentiellement aux intérêts courus sur les swaps. Ces intérêts courus sur swaps sont incorporés dans la juste valeur des dérivés qui apparaît aux postes « instruments dérivés actifs » et « instruments dérivés passifs » du bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.2. Provisions techniques

D.2.1. Méthodologie de calcul et analyse des écarts entre la valorisation à des fins de solvabilité et la valorisation dans les états financiers

Les paragraphes ci-dessous présentent la méthodologie retenue pour la valorisation des provisions techniques dans le référentiel Solvabilité II, composées de la marge de risque et de la meilleure estimation des engagements, ci-après appelée « provisions Best Estimate » dont les montants sont détaillés par ligne d'activité aux annexes 3 et 4 du présent document.

D.2.1.1. Provisions Best Estimate de sinistres Non-Vie

L'intégralité des provisions techniques présentes dans les comptes sociaux fait l'objet d'une évaluation sous le référentiel Solvabilité 2.

La maille élémentaire de calcul est a minima la ligne d'activité (*line of business*), certaines lignes pouvant faire l'objet d'une segmentation plus fine, et sont alors divisées en segments.

Sur les périmètres autorisant la mise en œuvre d'approches actuarielles, les charges ultimes actuarielles, dont découlent les provisions Best Estimate de sinistres avant escompte, avant frais et avant ajustement pour défaut des réassureurs, sont estimées à partir des triangles de charges ou de paiements nets de recours, en brut de réassurance. Les données nettes de réassurance n'étant pas disponibles, les provisions cédées sont estimées à leur valeur comptable.

Pour les périmètres où de telles approches ne donnent pas un résultat fiable (taille insuffisante des portefeuilles, données historiques comportant un aléa trop important, etc.), les provisions Best Estimate sont évaluées à leur valeur comptable.

Les estimations de la charge ultime actuarielle sont effectuées à partir de données extraites avant le 31 décembre. Si un événement majeur est survenu entre la date d'extraction des données et le 31 décembre, un ajustement de la charge ultime est réalisé pour intégrer cet événement.

Les cadences de règlement des sinistres, appliquées aux charges ultimes actuarielles, permettent de déterminer la chronique de flux de prestations à prendre en compte dans le calcul des provisions Best Estimate de sinistres. La valeur actualisée des provisions Best Estimate brutes est calculée par ligne d'activité, en appliquant la courbe des taux sans risque majorée de la correction pour volatilité (*Volatility Adjustment, VA*) aux flux de trésorerie futurs (prestations et frais). De même, l'escompte des provisions cédées aux réassureurs est obtenu à partir des flux cédés, y compris l'ajustement pour défaut des réassureurs.

L'ajustement pour risque de défaut probable des réassureurs est pris en compte par l'utilisation de la formule simplifiée proposée par l'article 61 du règlement délégué (UE) 2015/35.

D.2.1.2. Provisions Best Estimate de primes Non-Vie

Depuis la clôture au 31/12/2017, Groupama a introduit la notion des primes futures au niveau du bilan économique. Aussi, le Best Estimate de prime a d'une part une composante basée sur les provisions pour primes non acquises (PPNA) et d'autre part une nouvelle composante basée sur les primes futures.

Concernant les primes futures, il s'agit, conformément au référentiel Solvabilité 2, de prendre explicitement en considération les contrats dont la couverture d'assurance commence dans le futur et pour lesquels l'assureur, déjà lié contractuellement, ne peut ni résilier le contrat ni en augmenter la prime de sorte que celle-ci reflète

pleinement le risque. La base de calcul est constituée par la valeur présente des primes futures auxquelles sont appliqués S/P, taux de frais généraux, ratio d'escompte et ratio de réassurance. La valeur présente des primes futures correspond à l'intégralité de la prime qui sera émise après la date de clôture. Compte tenu que Groupama Assurances Mutuelles est réassureur des entités du groupe sur la base de traités signés avant la date de clôture, la prime future entrant dans l'assiette du BE correspond à une année de primes acquises relative à ces traités.

D.2.1.3. Provisions techniques Vie

L'intégralité des provisions techniques de rentes en service et de dépendance présentes dans les comptes sociaux fait l'objet d'une évaluation sous le référentiel Solvabilité 2.

La maille élémentaire de calcul est a minima la ligne d'activité, certaines lignes pouvant faire l'objet d'une segmentation plus fine, et étant alors divisées en segments.

Le calcul du Best Estimate brut de réassurance est effectué par groupes homogènes de contrats, en projetant les flux de trésorerie futurs probables en fonction des caractéristiques des produits et à l'aide des lois biométriques ou comportementales (cessation, incidence, mortalité) établies sur les données historiques du portefeuille chaque fois que de telles données sont disponibles et en nombre suffisant, ou sur la base de tables réglementaires dans le cas contraire. Ces flux de trésorerie sont actualisés en appliquant la courbe des taux sans risque majorée de la correction pour volatilité (Volatility Adjustment, VA).

Le Best Estimate net de réassurance est obtenu à partir d'un ratio comptable de passage du brut au net appliqué au Best Estimate brut de réassurance.

L'ajustement pour risque de défaut des réassureurs est pris en compte par l'utilisation de la formule simplifiée proposée dans le règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission Européenne.

D.2.1.4. Marge de risque (Vie et Non-Vie)

La marge de risque, représentant l'estimation du coût de mobilisation du capital de solvabilité requis lié à la détention de passifs, est calculée de façon simplifiée conformément à l'article 58 du règlement délégué n°2015/35.

L'approche simplifiée retenue est celle fondée sur la durée des provisions : la marge de risque est égale au capital de solvabilité requis ajusté calculé au 31/12/2025, multiplié par le coût du capital (6%) et par la durée modifiée des engagements bruts en date du 31/12/2025, ainsi que par le facteur d'actualisation sur un an correspondant au taux d'intérêt sans risque de base pour l'échéance 2026, sans correction pour volatilité.

Le capital de solvabilité requis ajusté est calculé à partir des modules suivants :

- risque de marché résiduel considéré comme nul ;
- risque de contrepartie recalculé hors risque sur les contreparties bancaires ;
- risque de souscription ;
- risque opérationnel recalculé en introduisant un nouveau plafond, fonction du BSCR, déterminé sur la base des modules calculés selon les principes exposés aux points précédents.

Le capital de solvabilité requis ajusté est calculé sans correction pour volatilité et sans absorption des pertes par les impôts différés.

L'allocation par branche de la marge de risque est réalisée au prorata des risques.

D.2.1.5. Explications des écarts (Vie et Non Vie) entre la valorisation à des fins de solvabilité et la valorisation dans les états financiers

Les provisions présentées dans les comptes statutaires sont évaluées selon les dispositions du règlement ANC 2015-11 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance.

Par rapport aux comptes statutaires, la valorisation à des fins de solvabilité implique le remplacement d'une estimation globalement prudente des engagements envers les assurés par la meilleure estimation des flux futurs actualisés au taux sans risque (provisions Best Estimate), à laquelle s'ajoute une marge de risque explicite représentant le coût de mobilisation du capital destiné à couvrir le montant de SCR marginal lié à la détention de ces engagements.

Les écarts entre les provisions statutaires et les provisions Best Estimate résultent d'approches méthodologiques non comparables :

- **En assurance Non-Vie** : estimation prudente *versus* estimation moyenne, provisions non actualisées versus actualisation au taux sans risque, prise en compte du défaut probable des réassureurs, etc.
- **En assurance Vie**, les provisions présentées dans les comptes statutaires sont évaluées selon le principe de prudence : les provisions mathématiques sont ainsi déterminées selon des hypothèses réglementairement normées de sinistralité et d'actualisation et en ne supposant aucune revalorisation future ; d'autres provisions techniques sont par ailleurs constituées afin de pallier d'éventuelles insuffisances du provisionnement ainsi considéré, au regard de l'information disponible au moment de l'arrêté des comptes (provision globale de gestion, provision pour aléas financiers, provision pour risque d'exigibilité...). La meilleure estimation des flux futurs intègre quant à elle la sinistralité réellement anticipée avec des lois biométriques par âge, le niveau des taux d'intérêt, l'incertitude concernant les produits financiers futurs et la capacité à servir les taux garantis (coûts d'options), la revalorisation au-delà des taux garantis, les rachats structurels et conjoncturels, les frais liés à la gestion des contrats et des actifs, les plus ou moins-values latentes.

D.2.2. Niveau d'incertitude lié au montant des provisions techniques

Lors des études actuarielles, des sensibilités autour des provisions Best Estimate ainsi que des analyses de variation et de backtesting sont réalisées. Coordonnées par la fonction actuarielle, ces analyses confirment le caractère raisonnable des meilleures estimations retenues.

D.2.3. Impact des mesures relatives aux garanties long terme et transitoires

D.2.3.1. Mesures relatives aux garanties long terme

De façon commune aux différents périmètres d'engagements et pour la valorisation de ses provisions techniques, Groupama Assurances Mutuelles :

- N'utilise pas l'ajustement égalisateur visé à l'article 77 ter de la directive 2009/138/CE ;
- N'utilise pas la mesure transitoire sur les taux d'intérêts sans risque visée à l'article 308 quater de la directive 2009/138/CE ;
- Utilise la correction pour volatilité de la courbe des taux d'intérêt sans risque (ou « Volatility Adjustment », VA) visée à l'article 77 quinquies de la directive 2009/138/CE. La correction pour volatilité vise à atténuer l'effet pro-cyclique du niveau des spreads d'obligations. Les effets d'une réduction à 0 de cette correction sont présentés dans le tableau suivant :

Données au 31/12/2025 en K€	Avec VA	Sans VA	Impact
Provisions techniques (meilleure estimation et marge de risque)	6 242 306	6 288 780	46 474
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	10 126 238	9 990 984	-135 254
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	8 691 177	8 554 688	-136 489
Montant du SCR	3 189 024	3 191 768	2 744
Montant du MCR	797 256	797 942	686
Ratio de couverture du SCR	318%	313%	-5%
Ratio de couverture du MCR	1090%	1072%	-18%

Dans ce tableau, les fonds propres éligibles intègrent l'effet de la réduction à 0 de la correction pour volatilité sur la valorisation des participations détenues par l'entité et figurant à l'actif de son bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.2.3.2. Mesures transitoires sur provisions techniques

Groupama Assurances Mutuelles n'applique pas la mesure transitoire sur les provisions techniques visée à l'article 308 quinquies de la directive n°2009/138/CE qui permet d'étaler sur 16 ans l'impact du passage d'un calcul de provisions techniques aux normes « Solvabilité I » à un calcul « Solvabilité II ».

Groupama Assurances Mutuelles bénéficie néanmoins indirectement de l'effet de la mesure transitoire sur les provisions techniques appliquée par Groupama Gan Vie. Sans l'application de cette mesure transitoire sur les provisions techniques, son ratio de couverture du SCR s'établirait à 288% et celui du MCR à 926%, contre respectivement 318% et 1 090% avec l'application de cette mesure transitoire.

D.3. Autres passifs

D.3.1. Principaux écarts de valorisation sur les autres passifs entre les normes françaises et le référentiel Solvabilité 2

Les principaux écarts de valorisation sur les autres passifs entre le bilan valorisé à des fins de solvabilité et le bilan établi en normes françaises concernent les postes bilanciels suivants :

- Impôts différés passifs : un écart de + 359 479 milliers d'euros entre les deux référentiels dû :
 - o à l'absence de constatation d'impôts différés (actifs ou passifs) en normes françaises ;
 - o à la constatation en Solvabilité 2 d'impôts différés résultant de la valorisation des actifs et passifs.
- Emprunts subordonnés : un écart de – 100 628 milliers d'euros dû à la valorisation en juste valeur sous Solvabilité 2.
- Autres dettes non mentionnées ci-dessus : un écart de + 452 099 milliers d'euros correspondant à des passifs non reconnus dans les comptes sociaux en vertu de la réglementation comptable qui leur est applicable.

D.3.2. Passifs éventuels

Les passifs éventuels matériels, non liés à l'activité d'assurance, ni à un financement, sont reconnus comme passifs dans le bilan valorisé à des fins Solvabilité 2 et valorisés sur la base de la valeur actuelle attendue des flux de trésorerie futurs nécessaires pour éteindre le passif éventuel pendant toute la durée de celui-ci, en utilisant la courbe des taux sans risque de base.

Les passifs éventuels figurent en hors bilan dans les états financiers statutaires.

D.3.3. Provisions autres que les provisions techniques

Ce poste correspond principalement aux provisions pour risques et charges évaluées conformément à IAS 37.

Les provisions pour risques et charges sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée si les trois conditions suivantes sont remplies :

- L'entreprise a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Il est possible d'obtenir une estimation fiable du montant de la provision.

Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est égal à la valeur actuelle des dépenses attendues que l'entreprise estime nécessaire pour éteindre l'obligation.

Dans les comptes statutaires, les provisions autres que les provisions techniques comprennent des provisions réglementées qui sont éliminées lors de l'élaboration du bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.3.4. Provisions pour retraite et autres avantages

Ce poste correspond aux provisions pour engagements de l'entité vis-à-vis de son personnel (engagements postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme) évaluées conformément à la norme IAS19 révisée. Le montant inscrit au bilan correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée aux régimes à prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes nets des actifs en surcouverture.

Ce montant se décompose de la manière suivante au 31 décembre 2025 (en K€) :

	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
Dette actuarielle	271 567	6 471	278 038
Juste valeur des actifs de couverture	269 484	0	269 484
Actifs en surcouverture	-3 422	0	-3 422
Dette actuarielle nette	5 505	6 471	11 976

D.3.5. Dépôts des réassureurs

Les dépôts des réassureurs sont les montants reçus de la part des réassureurs. Ils correspondent aux garanties des réassureurs sur les provisions techniques cédées.

D.3.6. Passifs d'impôts différés

Cf. partie D.1.5

D.3.7. Produits dérivés

Cf. partie D.1.9

D.3.8. Dettes envers les établissements de crédit

Ce poste est constitué des soldes créditeurs des comptes bancaires et des emprunts envers les établissements de crédit.

D.3.9. Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit

Ce poste est constitué des dettes issues des opérations de mise en pension de titres, de la juste valeur des obligations émises par l'entreprise au taux sans risque augmenté du risque de crédit propre figé à l'émission et de la juste valeur des emprunts au taux sans risque augmenté du risque de crédit propre figé à l'émission vis-à-vis d'entités autres que des établissements de crédit.

Dans les comptes légaux, les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti. Elles ne sont pas revalorisées à chaque date d'inventaire comme cela est le cas dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.3.10. Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires

Il s'agit des montants dus aux assurés, autres assureurs et autres intermédiaires liés à l'activité d'assurance qui ne sont pas des provisions techniques.

Les dettes nées d'opérations d'assurance sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.3.11. Dettes nées d'opérations de réassurance

Il s'agit de montants dus aux réassureurs et liés à l'activité de réassurance. Ce poste est principalement constitué des soldes créditeurs des comptes courants de réassurance.

Les dettes nées d'opérations de réassurance sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.3.12. Autres dettes (hors assurance)

Ce poste est constitué des dettes vis-à-vis des salariés, des fournisseurs, de l'Etat au titre de l'impôt sur les sociétés et des taxes et des organismes sociaux.

Les autres dettes sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.3.13. Passifs subordonnés

Les dettes subordonnées sont valorisées à la juste valeur avec actualisation des flux au taux sans risque augmenté du risque de crédit propre de l'entreprise figé à l'émission.

Dans les comptes légaux, les dettes subordonnées sont comptabilisées au coût amorti. Elles ne sont pas revalorisées à chaque date d'inventaire comme cela est le cas dans le référentiel Solvabilité 2.

D.3.14. Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus

Ce poste comprend essentiellement des passifs non reconnus en Solvabilité 1 qui ne rentrent pas dans la définition des engagements financiers. Ils ne figurent donc pas dans les états financiers Solvabilité 1.

D.4. Autres informations

Néant.

E. GESTION DE CAPITAL

E.1. Fonds propres

E.1.1. Objectifs, politiques et procédures de gestion du capital

Groupama Assurances Mutuelles dispose d'une politique de gestion du capital qui a pour objectif d'établir un cadre structurant du dispositif de gestion du capital, de manière à assurer sa conformité à la réglementation en vigueur. A cette fin, elle édicte les principes organisationnels, les règles et limites à décliner dans la mise en œuvre des processus opérationnels.

La gestion du capital a pour principaux objectifs dans une optique de court, moyen et long terme de :

- Garantir que l'entité dispose en permanence d'un niveau de capital en conformité avec les exigences réglementaires et piloter la volatilité du ratio de couverture Solvabilité 2 dans le cadre d'appétence au risque défini
- Veiller au maintien de ratios de solvabilité compatibles avec la cible fixée dans le cadre de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité, en cohérence avec l'appétence aux risques.
- Optimiser l'allocation du capital en fonction de la rentabilité réalisée et de la rentabilité cible, tout en tenant compte des objectifs de développement et de l'appétence au risque de l'entité.

L'évaluation des besoins en fonds propres est effectuée sur la base des études, scénarios et stress tests réalisés dans le cadre de l'ORSA. Ces besoins sont évalués sur l'horizon temporel de 3 ans, correspondant à la planification des activités de gestion du capital, s'inscrivant dans la planification stratégique et opérationnelle.

E.1.2. Structure, montant et tiering des fonds propres de base et fonds propres auxiliaires

Les commentaires ci-dessous détaillent les données chiffrées relatives aux fonds propres présentés en annexe 7 (S.23.01).

▪ Détermination des fonds propres et des éléments éligibles

Les fonds propres de base sont constitués de l'excédent d'actif sur le passif en vision Solvabilité 2 (i.e. l'actif net du bilan valorisé à des fins de solvabilité) et augmenté des dettes subordonnées admises en fonds propres.

▪ Tiering des fonds propres

Le classement des fonds propres par Tier a été fait conformément aux articles 69 à 79 du règlement délégué n°2015/35.

Ce classement s'appuie principalement sur trois caractéristiques qui sont le degré de subordination, la disponibilité, et la durée.

Le tableau S.23.01.01 (cf. annexe 7) présente la ventilation par Tier des fonds propres disponibles et éligibles à la couverture du capital de solvabilité requis (SCR) et de son seuil minimal (MCR). Ainsi :

- La réserve de réconciliation est classée en Tier 1 ;
- Les passifs subordonnés sont classés en Tier 1, 2 ou 3 suivant leurs caractéristiques ;
- Les impôts différés actifs nets sont classés en Tier 3.

Les règles d'écrêtement des fonds propres disponibles appliquées sont celles décrites à l'article 82 du règlement délégué n°2015/35 et permettent d'aboutir au montant de fonds propres éligibles à la couverture des SCR et MCR.

La décomposition des fonds propres par Tier au 31/12/2025 est présentée dans le tableau ci-dessous (k€) :

Montant en k€	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3	Total
Fonds propres disponibles pour couvrir le SCR	7 930 411	601 315	2 068 906	471 224	11 071 855
Fonds propres disponibles pour couvrir le MCR	7 930 411	601 315	2 068 906		10 600 631
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	7 930 411	601 315	1 594 512	0	10 126 238
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	7 930 411	601 315	159 451		8 691 177

- **Fonds propres auxiliaires**

Aucun élément de fonds propres auxiliaires n'a été pris en compte dans le calcul des fonds propres.

- **Passifs subordonnés**

Groupama Assurances Mutuelles a émis en mai 2025 des titres subordonnés remboursables de tier 2 pour un montant total de 500 M€. Cette opération contribue à la gestion active du capital de Groupama en profitant des opportunités de marché.

Émetteur	Nominal en M€ au 31/12/2025	Échéance (si datée)	Prochaine option de remboursement de l'émetteur	Tiering S2
Groupama Assurances Mutuelles	650	23/01/2027		TIER_2
Groupama Assurances Mutuelles	500	07/07/2028		TIER_3
Groupama Assurances Mutuelles	500	24/09/2028		TIER_2
Groupama Assurances Mutuelles	500	16/09/2029		TIER_2
Groupama Assurances Mutuelles	500	26/05/2035		TIER_2
Groupama Assurances Mutuelles	600	Indéterminée	16/01/2034	TIER_1

E.1.3. Analyse des écarts entre les fonds propres comptables et les fonds propres du bilan valorisé à des fins de solvabilité

Par construction, l'excédent de l'actif par rapport au passif (actif net du bilan valorisé à des fins de solvabilité) correspond à la somme :

- des fonds propres sociaux présentés dans les états financiers de l'entreprise ;
- de l'impact sur les fonds propres économiques de l'ensemble des réévaluations opérées sur les postes d'actif et de passif lors de la construction du bilan en juste valeur.

Pour passer du bilan social au bilan valorisé à des fins de solvabilité, les postes du bilan sont réévalués, à la hausse ou à la baisse, en fonction des éléments de surplus évalués dans les calculs de Pilier I de Solvabilité 2 (plus-ou-moins-values latentes, différence entre provisions techniques sociales et best-estimate, etc.). L'impact sur les fonds propres de chaque réévaluation bilancielle est comptabilisé dans les fonds propres du bilan valorisé à des fins de solvabilité au sein de la « réserve de réconciliation », après prise en compte d'un impôt différé.

Dès lors, les différences importantes entre les fonds propres présentés dans les états financiers de l'entreprise et l'excédent de l'actif par rapport au passif calculé aux fins de solvabilité correspondent mécaniquement aux différences entre les évaluations retenues dans les états financiers et celles retenues dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité, atténuées par le mécanisme de l'impôt différé.

E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

La directive Solvabilité 2 prévoit deux exigences de capital :

- le minimum de capital requis (Minimum Capital Requirement - MCR) : correspond à un montant de fonds propres de base éligible en-deçà duquel les preneurs et les bénéficiaires seraient exposés à un niveau de risque inacceptable si l'entreprise d'assurance ou de réassurance était autorisée à poursuivre son activité
- le capital de solvabilité requis (Solvency Capital Requirement – SCR) correspond à un niveau de fonds propres éligibles qui permette aux entreprises d'assurance et de réassurance d'absorber des pertes significatives et qui donne l'assurance raisonnable aux preneurs et aux bénéficiaires que les paiements auront lieu quand ils viendront à échéance.

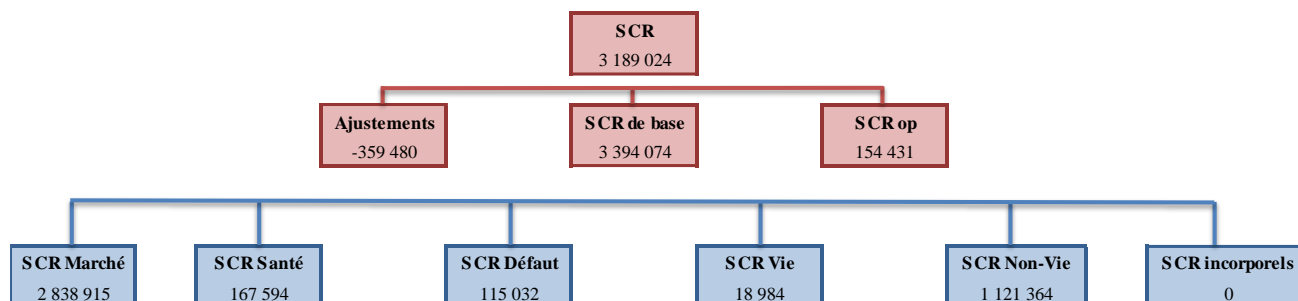
E.2.1. Capital de solvabilité requis (SCR)

Le montant du capital de solvabilité requis de Groupama Assurances Mutuelles est déterminé à partir d'un modèle interne partiel approuvé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, conformément à l'article L. 352-1 du Code des assurances. Le périmètre des risques couverts par le modèle interne partiel est décrit dans la section E.4 du présent rapport.

La courbe des taux sans risque de base retenue est celle mensuellement publiée par l'EIOPA avec utilisation de la correction pour volatilité (ou *volatility adjustment* VA).

La ventilation du SCR en ses différentes composantes est présentée ci-dessous.

31/12/2025 en K EUR



NB : la case « ajustements » comprend la somme de l'ajustement pour capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques et de l'ajustement pour capacité d'absorption des pertes par les impôts différés. Les sous-modules du SCR de base dans le diagramme ci-dessus sont présentés bruts de ces effets d'absorption.

Quant aux effets de diversification, ils sont implicitement intégrés au schéma : conformément aux spécifications de la formule standard, le SCR de base et certains de ses modules intègrent dans leur calcul l'utilisation de matrices de corrélation qui induisent des effets de diversification des risques. Les chiffres présentés dans le diagramme ci-dessus intègrent donc ces bénéfices de diversification.

Au 31/12/2025, Groupama Assurances Mutuelles n'utilise pas de calculs simplifiés dans le cadre de l'évaluation de son exigence en capital.

Le taux de couverture du SCR au 31/12/2025 est de 318% contre 292% au 31/12/2024.

Les impacts sur le taux de couverture du SCR des mesures relatives aux garanties long terme et de la mesure transitoire sur les provisions techniques sont indiqués au paragraphe D.2.3 du présent rapport.

E.2.2. Minimum de capital requis (MCR)

Le montant du minimum de capital requis à la fin de la période de référence s'élève à 797 M€.

Le minimum de capital requis est évalué à partir de la méthode proposée par l'article 248 du règlement délégué n°2015/35. Sa fréquence de calcul est trimestrielle. À chaque trimestre et à la clôture, le calcul du MCR linéaire mentionné dans ledit article est basé sur un calcul complet des provisions techniques et des volumes de primes.

Le taux de couverture du MCR au 31/12/2025 est de 1 090% contre 987 % au 31/12/2024.

Les impacts sur le taux de couverture du MCR des mesures relatives aux garanties long terme et de la mesure transitoire sur les provisions techniques sont indiqués au paragraphe D.2.3 du présent rapport.

E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

La mesure de risque sur actions fondée sur la durée prévue à l'article 304 de la directive 2009/138/CE n'est pas appliquée par Groupama Assurances Mutuelles.

E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

Groupama Assurances Mutuelles utilise le modèle interne partiel du Groupe pour le calcul de son capital de solvabilité requis. Ce modèle est également utilisé pour accompagner la prise de décision concernant l'élaboration de la réassurance des Caisses Régionales par Groupama Assurances Mutuelles et l'achat des protections externes de réassurance, pour calculer le capital économique par branche de réassurance et par lignes métiers et, de façon générale, pour contribuer à la gestion des risques et aux analyses effectuées dans le cadre de l'ORSA.

Le modèle interne partiel ne modifie pas la structure d'ensemble de la formule standard, il modélise d'une autre manière les sous-modules « risque de primes et de réserves en non-vie », « risque de catastrophe en non-vie » et « risque de primes et de réserves en santé similaire à la non-vie ». Pour ces risques de souscription, toutes les activités de réassurance non-vie de Groupama Assurances Mutuelles sont désormais en approche modèle interne.

La mesure de risque pour le modèle interne partiel correspond à une VaR à 0,5% du résultat technique auquel s'ajoute le niveau de profits futurs bilanciaux, cette seconde partie n'est pas directement comparable avec la mesure de la Formule Standard.

Le capital de solvabilité requis du modèle interne partiel est calculé séparément pour le risque de réserves et pour le risque de primes. La distribution de sinistralité prévisionnelle des Caisses Régionales et de Gan Assurances, modélisée selon les lignes d'activité de la formule standard, se voit appliquer successivement les caractéristiques de la réassurance interne liant Groupama Assurances Mutuelles à ses cédantes, puis celles des protections externes de réassurance de Groupama Assurances Mutuelles.

Dans le modèle interne partiel, sont agrégés des risques et non des mesures de volatilité comme dans la formule standard, mais les coefficients de corrélation utilisés pour l'agrégation des risques de primes et de réserves et pour l'agrégation des différentes lignes d'activité sont ceux de la formule standard.

Les capitaux de solvabilité requis pour les risques de souscription non-vie (hors risque de cessation) et santé non-vie (hors risque de cessation), calculés d'une part, sur le périmètre en modèle interne partiel, et d'autre part, sur le périmètre hors modèle interne partiel, sont agrégés à l'aide du facteur de corrélation implicite entre les deux périmètres issus d'un calcul en formule standard.

Les résultats ainsi obtenus sont agrégés avec ceux des autres modules et sous-modules de risques à l'aide de la matrice de corrélation de la formule standard, pour former le capital de solvabilité requis de base.

La direction actuariat groupe a procédé à l'examen des origines des profits et pertes enregistrés, prévu par l'article 123 de la Directive 2009/138/EC. Une comparaison a été effectuée entre le résultat économique

modélisé et le résultat de l'exercice, dans lequel la variation des provisions statutaires est remplacée par la variation des provisions best estimate du bilan prudentiel. L'examen est réalisé pour chaque unité opérationnelle majeure (Caisses régionales métropolitaines, Gan Assurances et Groupama Assurances Mutuelles) et pour chaque ligne d'activité, en brut de réassurance (l'application effective du programme de réassurance dans le modèle faisant l'objet de tests de validation).

Pour le risque de réserves, la segmentation du modèle interne par ligne d'activité permet d'appréhender la déviation observée dans la liquidation des provisions best estimate. Les boni/mali font l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de l'analyse du risque de réserves en séparant les sources d'écart (effets modèle et écarts d'expérience).

E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

Non applicable

E.6. Autres informations

Néant.

ANNEXES – QRT PUBLICS

Les états quantitatifs annexés sont exprimés en milliers d'euros.

Annexe 1	S.02.01.02	Bilan
Annexe 2	S.05.01.02	Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité
Annexe 3	S.12.01.02	Provisions techniques vie et santé SLT
Annexe 4	S.17.01.02	Provisions techniques non-vie
Annexe 5	S.19.01.21	Sinistres en non-vie
Annexe 6	S.22.01.21	Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires
Annexe 7	S.23.01.01	Fonds propres
Annexe 8	S.25.05.21	Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent un modèle interne (partiel ou intégral)
Annexe 9	S.28.01.01	Minimum de capital requis - Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement

ANNEXE 1 (1/2)

S.02.01.02		Valeur Solvabilité II
Bilan		C0010
Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	0
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	382 640
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	15 366 855
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	340 416
Détenctions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	11 253 374
Actions	R0100	462
Actions - cotées	R0110	0
Actions - non cotées	R0120	462
Obligations	R0130	2 501 223
Obligations d'État	R0140	1 113 297
Obligations d'entreprise	R0150	1 387 926
Titres structurés	R0160	0
Titres garantis	R0170	0
Organismes de placement collectif	R0180	1 236 747
Produits dérivés	R0190	0
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	0
Autres investissements	R0210	34 633
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	0
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	953 545
Avances sur police	R0240	0
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	440
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	953 105
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	1 067 404
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	919 516
Non-vie hors santé	R0290	910 255
Santé similaire à la non-vie	R0300	9 260
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	147 888
Santé similaire à la vie	R0320	98 795
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	49 093
Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	892 497
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	440 396
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	309 414
Autres créances (hors assurance)	R0380	181 519
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	0
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	46 496
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	55 481
Total de l'actif	R0500	19 696 247

ANNEXE 1 (2/2)

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	5 425 220
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	5 046 584
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	
Meilleure estimation	R0540	4 669 559
Marge de risque	R0550	377 025
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	378 636
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	
Meilleure estimation	R0580	365 565
Marge de risque	R0590	13 071
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	817 085
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	397 460
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
Meilleure estimation	R0630	356 324
Marge de risque	R0640	41 136
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	419 625
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
Meilleure estimation	R0670	394 141
Marge de risque	R0680	25 484
Provisions techniques UC et indexés	R0690	0
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
Meilleure estimation	R0710	0
Marge de risque	R0720	0
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	87 266
Provisions pour retraite	R0760	11 976
Dépôts des réassureurs	R0770	326 641
Passifs d'impôts différés	R0780	359 479
Produits dérivés	R0790	2 008
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	12 250
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	364 000
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	91 559
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	396 443
Autres dettes (hors assurance)	R0840	259 936
Passifs subordonnés	R0850	3 141 444
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	0
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	3 141 444
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	456 529
Total du passif	R0900	11 751 836
Excédent d'actif sur passif	R1000	7 944 411

ANNEXE 2 (1/2)

506/202 - 01

Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

Ligne d'activité	État de l'activité pour l'exercice clos au 31/12/2019										État de l'activité pour l'exercice clos au 31/12/2018					Total
	Assurance des sinistres	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	Assurance de responsabilité civile	
	CM18	CM19	CM20	CM21	CM22	CM23	CM24	CM25	CM26	CM27	CM28	CM29	CM30	CM31	CM32	CM33
Primes acquises																
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	3 452	2 559	0	18 115	18 548	145	31 761	7 545	0	2 561	2 034	522				
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	425 393	224 612	0	302 058	472 643	1 629	1 071 989	190 154	0	77 149	190 322	22 302	19 728	108 524	1 181	538 577
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 395	8 483	0	11 923	41 614	482	271 295	2 425	0	4 195	138 258	6 892	6 992	6 992	6 992	62 827
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	422 539	217 658	0	308 741	479 877	1 200	601 054	190 653	0	78 109	177 500	17 730	6 354	66 815	566	117 270
Primes acquises	434 389	228 711	0	18 219	485 528	1 425	33 418	7 947	0	2 450	2 056	522				
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	417 624	224 861	0	292 719	485 528	1 241	1 053 312	190 862	0	18 072	182 620	22 302	10 759	108 524	1 181	538 577
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	6 295	9 463	0	11 450	11 699	484	271 188	7 327	0	1 555	155 256	6 067	2 405	41 815	321	421 106
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	414 345	215 544	0	304 481	472 542	1 204	815 192	191 302	0	1 555	155 256	6 067	8 394	68 815	860	117 038
Charges des sinistres																
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	2 589	291	0	9 653	9 567	1 327	1 291	-1 237	0	245	-231	-18				
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	315 979	138 460	0	214 102	300 697	-2 873	668 205	118 343	5 968	21 888	112 814	13 031	16 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 421	8 275	0	7 423	8 122	14 252	428 241	4 421	0	311	17 452	1 132	15 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	312 225	131 526	0	216 712	304 457	-130	515 155	118 527	5 968	21 592	112 682	11 903	17 057	246 524	1 604	17 291
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	85 085	46 645	0	99 108	141 463	698	261 389	60 189	6 478	23 211	23 888	7 119	52	4 047	-534	27 109
Charges des sinistres	326 614	146 426	0	315 220	416 082	13 379	1 286 745	183 860	12 446	46 456	136 101	19 021	32 204	291 564	1 177	26 365
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	315 979	138 460	0	214 102	300 697	-2 873	668 205	118 343	5 968	21 888	112 814	13 031	16 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 421	8 275	0	7 423	8 122	14 252	428 241	4 421	0	311	17 452	1 132	15 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	312 225	131 526	0	216 712	304 457	-130	515 155	118 527	5 968	21 592	112 682	11 903	17 057	246 524	1 604	17 291
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	85 085	46 645	0	99 108	141 463	698	261 389	60 189	6 478	23 211	23 888	7 119	52	4 047	-534	27 109
Charges des sinistres	326 614	146 426	0	315 220	416 082	13 379	1 286 745	183 860	12 446	46 456	136 101	19 021	32 204	291 564	1 177	26 365
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	315 979	138 460	0	214 102	300 697	-2 873	668 205	118 343	5 968	21 888	112 814	13 031	16 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 421	8 275	0	7 423	8 122	14 252	428 241	4 421	0	311	17 452	1 132	15 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	312 225	131 526	0	216 712	304 457	-130	515 155	118 527	5 968	21 592	112 682	11 903	17 057	246 524	1 604	17 291
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	85 085	46 645	0	99 108	141 463	698	261 389	60 189	6 478	23 211	23 888	7 119	52	4 047	-534	27 109
Charges des sinistres	326 614	146 426	0	315 220	416 082	13 379	1 286 745	183 860	12 446	46 456	136 101	19 021	32 204	291 564	1 177	26 365
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	315 979	138 460	0	214 102	300 697	-2 873	668 205	118 343	5 968	21 888	112 814	13 031	16 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 421	8 275	0	7 423	8 122	14 252	428 241	4 421	0	311	17 452	1 132	15 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	312 225	131 526	0	216 712	304 457	-130	515 155	118 527	5 968	21 592	112 682	11 903	17 057	246 524	1 604	17 291
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	85 085	46 645	0	99 108	141 463	698	261 389	60 189	6 478	23 211	23 888	7 119	52	4 047	-534	27 109
Charges des sinistres	326 614	146 426	0	315 220	416 082	13 379	1 286 745	183 860	12 446	46 456	136 101	19 021	32 204	291 564	1 177	26 365
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	315 979	138 460	0	214 102	300 697	-2 873	668 205	118 343	5 968	21 888	112 814	13 031	16 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 421	8 275	0	7 423	8 122	14 252	428 241	4 421	0	311	17 452	1 132	15 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	312 225	131 526	0	216 712	304 457	-130	515 155	118 527	5 968	21 592	112 682	11 903	17 057	246 524	1 604	17 291
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	85 085	46 645	0	99 108	141 463	698	261 389	60 189	6 478	23 211	23 888	7 119	52	4 047	-534	27 109
Charges des sinistres	326 614	146 426	0	315 220	416 082	13 379	1 286 745	183 860	12 446	46 456	136 101	19 021	32 204	291 564	1 177	26 365
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	315 979	138 460	0	214 102	300 697	-2 873	668 205	118 343	5 968	21 888	112 814	13 031	16 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 421	8 275	0	7 423	8 122	14 252	428 241	4 421	0	311	17 452	1 132	15 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	312 225	131 526	0	216 712	304 457	-130	515 155	118 527	5 968	21 592	112 682	11 903	17 057	246 524	1 604	17 291
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	85 085	46 645	0	99 108	141 463	698	261 389	60 189	6 478	23 211	23 888	7 119	52	4 047	-534	27 109
Charges des sinistres	326 614	146 426	0	315 220	416 082	13 379	1 286 745	183 860	12 446	46 456	136 101	19 021	32 204	291 564	1 177	26 365
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	315 979	138 460	0	214 102	300 697	-2 873	668 205	118 343	5 968	21 888	112 814	13 031	16 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 421	8 275	0	7 423	8 122	14 252	428 241	4 421	0	311	17 452	1 132	15 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	312 225	131 526	0	216 712	304 457	-130	515 155	118 527	5 968	21 592	112 682	11 903	17 057	246 524	1 604	17 291
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	85 085	46 645	0	99 108	141 463	698	261 389	60 189	6 478	23 211	23 888	7 119	52	4 047	-534	27 109
Charges des sinistres	326 614	146 426	0	315 220	416 082	13 379	1 286 745	183 860	12 446	46 456	136 101	19 021	32 204	291 564	1 177	26 365
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	315 979	138 460	0	214 102	300 697	-2 873	668 205	118 343	5 968	21 888	112 814	13 031	16 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 421	8 275	0	7 423	8 122	14 252	428 241	4 421	0	311	17 452	1 132	15 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	312 225	131 526	0	216 712	304 457	-130	515 155	118 527	5 968	21 592	112 682	11 903	17 057	246 524	1 604	17 291
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	85 085	46 645	0	99 108	141 463	698	261 389	60 189	6 478	23 211	23 888	7 119	52	4 047	-534	27 109
Charges des sinistres	326 614	146 426	0	315 220	416 082	13 379	1 286 745	183 860	12 446	46 456	136 101	19 021	32 204	291 564	1 177	26 365
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	315 979	138 460	0	214 102	300 697	-2 873	668 205	118 343	5 968	21 888	112 814	13 031	16 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 421	8 275	0	7 423	8 122	14 252	428 241	4 421	0	311	17 452	1 132	15 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	312 225	131 526	0	216 712	304 457	-130	515 155	118 527	5 968	21 592	112 682	11 903	17 057	246 524	1 604	17 291
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	85 085	46 645	0	99 108	141 463	698	261 389	60 189	6 478	23 211	23 888	7 119	52	4 047	-534	27 109
Charges des sinistres	326 614	146 426	0	315 220	416 082	13 379	1 286 745	183 860	12 446	46 456	136 101	19 021	32 204	291 564	1 177	26 365
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	315 979	138 460	0	214 102	300 697	-2 873	668 205	118 343	5 968	21 888	112 814	13 031	16 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	8 421	8 275	0	7 423	8 122	14 252	428 241	4 421	0	311	17 452	1 132	15 726	281 540	1 711	9 256
Bonus - Réassurance non proportionnelle acquise	312 225	131 526	0	216 712	304 457	-130	515 155	118								

ANNEXE 2 (2/2)

	Ligne d'activité pour engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie C0270	Assurance avec participation aux bénéfices C0220	Assurance indexée et en unités de compte C0230	Autre assurances vie C0240	Rentes découlant des contrats d'assurance vie et autres engagements d'assurance santé C0250	Rentes découlant des contrats d'assurance retraite et liées aux autres que les engagements d'assurance vie C0260	Réassurance maladie C0270	Réassurance vie C0280	
Primes émises									
Brutes	R4410	0	0	0	0	0	33 091	0	33 091
Part des assureurs	R4720	0	0	0	0	0	14 212	0	14 212
Nettes	R1500	0	0	0	0	0	18 879	0	18 879
Primes acquises									
Brutes	R1610	0	0	0	0	0	33 086	0	33 086
Part des assureurs	R1620	0	0	0	0	0	14 212	0	14 212
Nettes	R1600	0	0	0	0	0	18 874	0	18 874
Charge des sinistres									
Brutes	R4610	0	0	0	1 231	734	37 805	14 255	54 025
Part des assureurs	R4620	0	0	0	0	0	8 182	344	8 526
Nettes	R4700	0	0	0	1 231	734	29 623	13 911	45 499
Dépenses annuées	R4500	0	0	0	787	0	2 118	0	2 905
Solde - Autres dépenses/recettes techniques	R2310								
Total des dépenses/recettes techniques	R2300								
Montant total des rachats	R2400	0	0	0	0	0	0	0	2 905

ANNEXE 3

S 12 02

Provisions techniques vie et santé SLT

Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque	Assurance vie		Assurance maladie		Assurance vie		Assurance maladie		Assurance vie		Assurance maladie		Assurance vie		Assurance maladie	
	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie
Provisions techniques calculées comme un fond	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation brute	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques - Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque	Assurance vie		Assurance maladie		Assurance vie		Assurance maladie		Assurance vie		Assurance maladie		Assurance vie		Assurance maladie	
	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie	Participation aux bénéfices	Contrat sans option ni garantie
Meilleure estimation brute	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques - Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ANNEXE 4

S.17.01.02

Provisions techniques non-vie

Provisions techniques calculées comme un fond	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée										Réassurance non proportionnelle acceptée					Total engagements en non-vie		
	CM08	CM09	CM10	CM11	CM12	CM13	CM14	CM15	CM16	CM17	CM18	CM19	CM20	CM21	CM22			
Tout des montants recouvrables au titre de la réassurance directe et indirecte pour primes produites par défaut de compensation des provisions techniques calculées comme un fond	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Provisions techniques calculées comme la somme de la somme à provision et de la somme en risque																		
Provisions pour primes																		
Biens	60040	56 333	-28 022	0	64 564	65 414	1 077	58 786	-28 065	288	-18 521	-10 041	10 009	-5 154	48 887	-1 138	-347 086	-152 937
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance directe et indirecte au titre de la réassurance directe et indirecte pour primes produites par défaut de compensation des provisions techniques calculées comme un fond	60140	0	0	0	0	0	0	-60 874	-2 780	0	0	-52 852	0	-5 712	-26 964	-191	-256 621	-405 994
Multitude technique moins des provisions pour primes	60150	36 333	-28 022	0	64 564	65 414	1 077	119 690	-25 284	288	-18 521	42 811	10 009	530	75 831	-947	-50 485	233 057
Provisions pour sinistres																		
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance directe et indirecte au titre de la réassurance directe et indirecte pour primes produites par défaut de compensation des provisions techniques calculées comme un fond	60240	70 007	288 133	0	848 417	111 187	25 182	1 120 193	688 074	11 143	23 880	36 822	17 582	24 328	1 333 777	3 584	682 491	5 188 082
Multitude technique moins des provisions pour primes	60250	1 216	11 653	0	1	0	16 328	390 247	2 629	0	0	28 493	4 955	2 102	235 345	842	634 299	1 325 510
Multitude technique moins des provisions pour primes	60260	68 789	256 480	0	848 416	111 187	8 855	729 547	605 446	11 143	23 880	10 369	13 338	22 226	1 098 432	2 752	51 193	3 662 552
Total multitudes techniques - total	60270	106 340	240 951	0	912 981	176 601	26 259	1 179 979	550 010	11 441	5 459	26 821	27 702	19 175	1 382 444	2 456	339 406	5 025 124
Total multitudes techniques - net	60280	105 122	228 398	0	912 980	176 601	9 352	849 606	550 181	11 441	5 459	53 181	23 347	22 785	1 174 084	1 804	-39 273	4 115 609
Marge de risque	60290	2 452	8 792	0	74 833	4 732	244	40 222	55 358	857	1 758	1 968	447	1 826	189 078	22	7 809	390 086
Provisions techniques - Total	60300	108 792	248 843	0	987 814	181 333	28 504	1 219 201	655 368	12 298	7 217	28 897	28 148	21 001	1 571 522	2 477	346 214	5 425 220
Montants recouvrables au titre de la réassurance directe et indirecte au titre de la réassurance directe et indirecte pour primes produites par défaut de compensation - total	60310	1 216	11 653	0	1	0	16 328	329 373	-152	0	0	-28 539	4 355	-3 610	208 381	651	377 678	919 516
Provisions techniques moins des montants recouvrables au titre de la réassurance directe et indirecte au titre de la réassurance directe et indirecte pour primes produites par défaut de compensation - total	60340	107 574	237 190	0	987 813	181 333	10 176	889 828	655 519	12 298	7 217	55 047	23 795	24 611	1 363 141	1 826	-31 464	4 505 705

ANNEXE 5 (1/2)

S.19.01.21 - 01
Accident
 Sinistres en non-vie
 Année d'accident / année de rattachement

2020 1

Sinistres payés bruts (non cumulés)

Périodes	Année de développement										10 & +	Total	Total Prévisions CVM	Total Prévisions CVM (Prévisions)	Somme des années (Prévisions)		
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9							
N-9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisées

Périodes	Année de développement										10 & +	Total	Total Prévisions CVM	Total Prévisions CVM (Prévisions)	Somme des années (Prévisions)		
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9							
N-9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ANNEXE 6

S.22.01.21 Impact of long term guarantees measures and transitionals

		Amount with Long Term Guarantees measures and transitionals €0000	Impact of transitional on technical provisions €0000	Impact of transitional on interest rate €0000	Impact of volatility adjustment set to zero €0000	Impact of matching adjustment set to zero €0000
Technical provisions	R0010	6 242 306			46 474	
Basic own funds	R0020	11 071 855			-136 626	
Eligible own funds to meet Solvency Capital Requirement	R0050	10 126 238			-135 254	
Solvency Capital Requirement	R0090	3 189 024			2 744	
Eligible own funds to meet Minimum Capital Requirement	R0100	8 691 177			-136 489	
Minimum Capital Requirement	R0110	797 256			686	

ANNEXE 7 (1/2)

S.23.01.01 - 01

Fonds propres

	Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35					
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	0	0		
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	0	0		
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	3 617 879	3 617 879		
Comptes mutualistes subordonnés	R0050				
Fonds excédentaires	R0070	0	0		
Actions de préférence	R0090				
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110				
Réserve de réconciliation	R0130	4 312 532	4 312 532		
Passifs subordonnés	R0140	3 141 444		601 315	2 068 905
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	0			471 224
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180				0
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220				
Déductions					
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230				
Total fonds propres de base après déductions	R0290	11 071 855	7 930 411	601 315	2 068 905
Fonds propres auxiliaires					
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande	R0300				
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310				
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320				
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330				
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340				
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350				
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360				
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370				
Autres fonds propres auxiliaires	R0390				
Total fonds propres auxiliaires	R0400				
Fonds propres éligibles et disponibles					
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	11 071 855	7 930 411	601 315	2 068 905
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	10 600 631	7 930 411	601 315	2 068 905
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	10 126 238	7 930 411	601 315	1 594 512
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	8 691 177	7 930 411	601 315	159 451
SCR	R0580	3 189 024			
MCR	R0600	797 256			
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	3,1753			
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	10,9014			

ANNEXE 7 (2/2)
S.23.01.01 - 02
Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	7 944 411
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	0
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	14 000
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	3 617 879
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	0
Réserve de réconciliation	R0760	4 312 532
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités vie	R0770	0
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités non-vie	R0780	192 643
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	192 643

ANNEXE 8

S.25.05.21.01 - S.25.05.21.04

Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent un modèle interne (partiel ou intégral)

Type de risque		Capital de solvabilité requis	Montant modifié	PPE	Simplifications
		C010	C0070	C0090	C0120
Total diversification	R0020				
Total risque diversifié avant impôt	R0030	3 548 505			
Total risque diversifié après impôt	R0040				
Total risque de marché et de crédit	R0070	2 638 915			
Risque de marché et de crédit – diversifié	R0080	-156 983			
Risque d'événement de crédit non inclus dans le risque de marché et de crédit	R0190				
Risque d'événement de crédit non inclus dans le risque de marché et de crédit – diversifié	R0200				
Total risque commercial	R0270				
Total risque commercial – diversifié	R0280				
Total risque de souscription en non-vie net	R0310	1 121 364	1 115 734		
Total risque de souscription en non-vie net – diversifié	R0320				
Total risque de souscription en vie et santé	R0400	186 578	119 404		
Total risque de souscription en vie et santé – diversifié	R0410				
Total risque opérationnel	R0480	154 431			
Total risque opérationnel – diversifié	R0490				
Autre risque	R0500	115 032			

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Total des composants non diversifiés	R0110	4 416 319
Diversification	R0080	-887 814
Ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE	R0120	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	3 189 024
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	0
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	0
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis	R0220	3 189 024
Autres informations sur le SCR		
Montant/estimation de la capacité globale d'absorption de pertes des provisions techniques	R0300	0
Montant/estimation de la capacité globale d'absorption de pertes des impôts différés	R0310	-359 480
Capital requis pour le sous-module «risque sur actions» fondé sur la duration	R0400	
Total du capital de solvabilité requis national pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis national pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis national pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	
Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC	R0450	No adjustment
Prestations discrétionnaires futures nettes	R0480	0

Approche concernant le taux d'imposition		Oui/non
		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	No

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		LAC DT
		C0130
Montant/estimation de la LAC DT	R0640	-359 480
Montant/estimation de la LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	-359 480
Montant/estimation de la LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques impossibles futurs	R0660	0
Montant/estimation de la AC DT justifiée par un report en arrière, exercice en cours	R0670	0
Montant/estimation de la LAC DT justifiée par un report en arrière, exercices futurs	R0680	0
Montant/estimation de la LAC DT maximale	R0690	-394 687

ANNEXE 9

S.28.01.01 - 01

Minimum de capital requis (MCR) - Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

		C0010	
Résultat MCRNL	R0010	745 929	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	105 122	425 074
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	228 398	219 080
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040	0	0
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050	912 980	318 811
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060	176 601	490 229
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070	9 932	1 370
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080	849 606	851 055
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090	580 161	194 827
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	11 441	15 329
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110	5 459	79 548
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	53 181	58 462
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	23 347	17 537
Réassurance santé non proportionnelle	R0140	22 785	8 394
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150	1 174 064	66 815
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160	1 804	866
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170	0	117 523

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040	
Résultat MCR	R0200	12 654	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties	R0210	0	
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures	R0220	0	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	0	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	602 577	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		0

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	758 583
SCR	R0310	3 189 024
Plafond du MCR	R0320	1 435 061
Plancher du MCR	R0330	797 256
MCR combiné	R0340	797 256
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	4 000
Minimum de capital requis	R0400	797 256